

Cahier de la non-violence



**Printemps
québécois**

**Nonviolence et
désobéissance civile**

 **MOBILISATION GÉNÉRALE**
CONTRE LES POLITIQUES LIBÉRALES

À l'adresse de tous mes camarades:
Investi-E-s dans la lutte pour la
justice sociale;

Intéressé-E-s par un projet col-
lectif orienté par une recherche
radicale de dignité humaine;

Engagé-E-s dans la résistance étu-
dianne qui a changé pour toujours
la saveur de notre citoyenneté;

Ce document s'adresse à vous.

Le contenu théorique sur les stra-
tégies de lutte nonviolentes et la
désobéissance civile y côtoie des
actions directes de résistance is-
sues du printemps québécois ou
d'autres contextes, ou encore des
considérations critiques sur les
modes d'organisation des militant-
E-s. Autrement dit, ce document se
veut un *guide de réflexion et
d'inspiration militante*, qui se
nourrit du mouvement social des
derniers mois et espère à son tour
et à sa manière contribuer à ali-
menter ledit mouvement et la ré-
flexion critique qui doit l'accom-
pagner jusqu'au bout.

En tant que militante et étudiante
engagée dans la grève depuis plu-
sieurs mois, j'ai eu la chance de
d'élaborer, de documenter et de
rédiger ce document. Il importe
toutefois de préciser que les ré-
flexions contenues en ces pages
sont le produit d'échanges et de
dialogues avec de nombreux et nom-
breuses camarades et ami-E-s, en-
tre autres issu-E-s du mouvement
étudiant, de groupes féministes,
de militant-E-s de Profs contre la
Hausse et de membres du Centre de
Ressources sur la Nonviolence
(CRNV).

Merci à toutes les personnes qui
ont collaboré à ce document par
leurs réflexions comme par leur
aide technique. Un merci spécial
au CRNV pour avoir vu dans le mou-
vement étudiant l'occasion de lan-
cer ce projet et pour tout l'enca-
drement qui m'a été fourni durant
sa conception!

La lutte se poursuit!

Laurence Guénette



CRNV

Sommaire

Qu'est-ce que la non-violence ?	5
<i>Désobéissance civile</i>	
Quête de justice et éloge de la dissidence	7
<i>Luttes autochtones et désobéissance</i>	
Défendre le Nitassinan	11
<i>Résistance anticapitaliste et altermondialiste</i>	
L'Opération SalAMI	12
L'opinion publique dans la lutte nonviolente	14
<i>Loi spéciale et injonctions</i>	
Montée de l'indignation et désobéissance	16
Répression et criminalisation des luttes	18
Féminisme et non-violence	23
<i>Action directe des mimes féministes</i>	
Le mouvement étudiant rappelé à l'ordre !	26
<i>Nonviolence radicale</i>	
Anarchisme et perspectives révolutionnaires	28
L'humour et l'art dans la lutte	30
<i>Formation et préparation à l'action nonviolente</i>	
Le principe et la pratique	32
<i>Réflexions sur la nonviolence</i>	
La diversité des tactiques et la « casse »	34

Grève générale illimitée

Québec 2012

Ce n'est pas nouveau : les étudiantes et étudiants, ici comme ailleurs, sont un « groupe » de la société souvent porteur d'idéaux progressistes, dont la rage et l'intolérance face à l'injustice est encore vive. Partout où la société civile s'active dans un mouvement de résistance ou un grand projet de changement, les étudiant-E-s sont de la lutte. Dans des régimes dictatoriaux ou démocratiques, et à des degrés différents, cette jeunesse encore libre et dont la révolte n'a pas fané est surveillée, profilée, réprimée ou ridiculisée, car trop menaçante. Le Québec ne fait pas exception. Des grèves étudiantes d'envergure ont marqué le paysage politique dès 1968, puis à sept reprises jusqu'en 2005.

En février 2010, une hausse des droits de scolarité fut annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest; l'augmentation de 1625\$ sur 5 ans, et débutant en 2012, représentait une hausse de 75% des frais universitaires. Les étudiant-E-s entreprirent de nombreux moyens de pression (des pétitions aux actions directes) avant d'en arriver à une mobilisation et à une grève générale



illimitée pour défendre l'accessibilité de l'éducation supérieure devant l'obstination d'un gouvernement qui multiplie les mesures anti-sociales. Les premières associations étudiantes entrèrent en grève dès février 2012, et rapidement le mouvement prit de l'ampleur, atteignant plus de 300 000 grévistes en mars (CLASSE, FECQ, FEUQ et TACEQ).

Il ne nous appartient pas ici de tracer un historique précis de la grève 2012. Pourtant, le ton fut rapide-

ment donné : le gouvernement Charest refuse catégoriquement d'ouvrir le débat sur les droits de scolarité, et il négocie de très mauvaise foi avec la partie étudiante. Il tient sans relâche un discours d'utilisateur-payeur, demandant aux étudiant-E-s de faire leur « juste part », tente d'associer ceux-ci à l'égoïsme et à la violence dans l'opinion publique. La répression policière est brutale et démesurée dès le début (événements de novembre 2011 et de Loto-Québec le 7 mars 2012) et fait monter d'un cran l'indignation des militant-E-s et des sympathisant-E-s. Suivront la vague des injonctions empêchant les le-

vées de cours dans certains campus, la criminalisation de milliers de grévistes, les événements du Plan Nord à Montréal et du Congrès du Parti Libéral à Victoriaville, la fin de semaine du Grand Prix de formule 1, et bien entendu la Loi spéciale, suivie d'une vague de désobéissance civile et par le mouvement des casseroles à travers la province et même le reste du Canada...

L'expérience des grèves étudiantes au

Québec depuis plusieurs décennies semblait avoir donné aux protagonistes des scénarios probables d'évolution de la lutte de semaine en semaine, dans l'opinion publique, chez les grévistes, et dans le rapport de force envers le gouvernement au pouvoir. La grève générale illimitée qui a débuté en février 2012 a dérogé à tous les scénarios envisagés par les étudiant-E-s, et se poursuit au moment d'écrire ces lignes. C'est autant l'intransigeance obstinée et malhonnête du gouvernement que la mobilisation ►

sociale massive qui font de la grève 2012 une conjoncture politique et sociale particulière, sensible et vive, qualifiée de Printemps québécois par plusieurs. Printemps en effet, puisque fleurit une profusion de gestes solidaires, d'actions créatives, d'initiatives rassembleuses, d'images puissantes et de

« Face aux situations de violence qui aliènent, mutilent et font mourir les hommes, face à l'intolérable, la tolérance est une complicité criminelle. Elle est une démission, une fuite devant ses propres responsabilités. »

-Jean-Marie Muller

moments forts; cette effusion d'expressivité est d'ores et déjà un legs précieux pour le Québec.

À l'été 2012, les étudiant-E-s sont donc en grève depuis 6 mois, la plus longue de l'histoire des grèves étudiantes au Québec. L'enjeu est majeur, une victoire ou un échec de cette lutte, créeront un précédent dans l'esprit des citoyens du Québec, à l'aube (pourtant bien entamée!) d'une époque d'effritement du bien commun et des services publics. Peut-être le mépris et l'intransigeance d'un gouvernement affublé de multiples tares et scandales aura-t-il contribué à l'intensification et à l'élargissement de la lutte. Depuis février, les médias de masse nous parlent d'« impasses » du conflit, alors qu'en fait, des portes inattendues se sont ouvertes pour cette société, dépassant largement les attentes initiales de la mobilisation contre la hausse de 1625\$. Le conflit a mis en lumière un débat de société qui est trop longtemps resté cantonné aux milieux alternatifs, sur la façon dont nous devrions gérer notre société, poussant la réflexion bien au-delà des discours dominants. Ces discours nous rabâchent une approche électoraliste très limitative du rôle du citoyen, ainsi qu'une vision selon laquelle la mondialisation nous oblige à certains « choix » rationnels si nous voulons attirer les investisseurs, être rentables et compétitifs. Le printemps québécois a contribué à briser ce monopole rhétorique discours, en même temps que les populations du monde se soulèvent contre l'« évidence » du choix capitaliste que proposent les États dans un vent de droite qui donne froid dans le dos.

Les étudiants ont plus que fait leur juste part dans le débat, réfutant un par un tous les arguments néolibéraux qui nous obligent à couper dans l'éducation et autres services publics. Ils ont suggéré les alternatives, ont pointé du doigt l'argent là où elle stagne, la corruption là où elle pullule, les voleurs et exploiters véritables, les subventions scandaleuses à des entreprises privées qui ne rapporteront presque rien à l'État. Ils ont produit avec des organisations sympathisantes des études sérieuses, dans un langage que les économistes ne pourraient pas ne pas comprendre (celle de l'IRIS notamment). Mais le mépris et la rigidité du gouvernement ont propulsé les gens encore plus loin, y compris au dépassement de leurs peurs et de leurs silences indifférents. Les portes s'ouvrent sur un mouvement social certes désorganisé, décentralisé, diversifié et qui avance à tâtons en cherchant de ses multiples mains des leviers puissants pour changer son « monde » et avoir un projet de justice porteur d'espoir. Avant même de connaître l'issue de cette lutte, on peut déjà conclure au succès d'une mobilisation profonde et dynamique qui aura marqué une génération d'étudiant-E-s.

Le terrain actuel est fertile pour un mouvement social élargi et de profonds changements; il nous appartient à tous et à toutes de sauter sur l'occasion pour s'engager dans la lutte. Nous espérons avec cette publication contribuer à la réflexion, à l'inspiration et à l'élaboration de stratégies pour la suite des événements. La lutte nonviolente et la désobéissance civile ne sont pas chose nouvelle au Québec, mais il nous semble pertinent de les ramener à l'ordre du jour pour ce qu'elles offrent de potentiel dans la mobilisation actuelle. ■

« Les étudiant-E-s, les travailleuses, n'ont pas à se serrer la ceinture; nous savons où est l'argent. Derrière les politiques d'austérité imposées aux populations se dissimulent bien mal les puissantes corporations et le ballet éhonté des flux financiers qui est à la source de la fameuse crise »

-Extrait d'un tract lors du blocage du siège social de la Banque Nationale le 11 avril

Qu'est-ce que la nonviolence ?

On pourrait parler longuement de la valorisation de la violence dans notre société. De façon subtile, sournoise ou éhontée et explicite, différentes institutions ou constructions sociales nous encouragent dès le plus jeune âge à être séduits par la violence comme spectacle, à l'associer au pouvoir, à la virilité et à la force. La fascination pour la violence est une suggestion oppressive et patriarcale, qui laisse tomber trop facilement la recherche d'une émancipation véritable des êtres humains.

« Finalement, c'est la violence qui est une utopie : elle existe partout, mais jamais elle n'atteint la fin qui prétend la justifier »

-Gene Sharp (théoricien de la nonviolence)

La nonviolence est une prise de position ferme et critique contre cette violence systémique, qu'elle soit physique ou économique. Elle mérite notre attention dans toute lutte émancipatoire pour deux raisons fondamentales : la nonviolence combat la violence des oppressions, qu'elle juge intolérable, et en intégrité avec sa nature-même, elle nous suggère certains moyens d'actions et modes d'organisation en cohérence avec ce combat.

Le fondement de la nonviolence n'est pas de rêver naïvement d'un monde sans violence, et encore moins de subir sans broncher la violence qui est perpétrée contre nous parce que nous refusons de répondre par la violence à notre tour. La nonviolence, plutôt qu'une réponse simple, est un questionnement cohérent et radical qui permet de rechercher la meilleure réponse aux oppressions. Elle se transpose dans des actions qui cherchent à atteindre les racines des violences et des oppressions, plutôt que de réagir par une contre-violence parfois hautement superficielle.

Il est juste de dire que la nonviolence comme philosophie et comme stratégie de lutte n'offre aucune garantie particulière de protection contre la violence systémique ni contre celle potentiellement employée par le pouvoir pour contrer le mouvement de résistance. Pourtant, cette approche de la lutte a démon-

tré son potentiel et son efficacité à de très nombreuses reprises, au Québec comme ailleurs, dans des contextes et pour des revendications très diverses. « Il est souvent considéré que la lutte nonviolente ne peut être efficace que si elle est utilisée contre des institutions démocratiques et humanitaires, mais cela est faux. Il est arrivé que la lutte nonviolente soit employée pour combattre des régimes politiques brutaux et dictatoriaux. » (Sharp, la violence sans force).

Au moins une bonne nouvelle : si la violence est partout

autour de nous, les stratégies et tactiques de lutte nonviolentes sont elles aussi plus omniprésentes qu'on ne le croit. **Il s'agit de tous les moyens employés pour arriver à une fin en refusant de s'attaquer à l'intégrité physique ou morale de l'adversaire, en autres mots, à son humanité.** Du flash-mob à la pétition, du boycott à l'action directe, de la manifestation à la grève générale, en passant par le blocage, l'occupation ou le sabotage matériel nonviolent, et bien sûr, par la désobéissance civile, la nonviolence suggère une panoplie de moyens. Nous vivons actuellement un moment important dans lequel de tels moyens portent bien des possibilités!

La Non-violence comme engagement à agir!

La nonviolence n'est pas simplement l'absence de violence, et elle n'est surtout pas l'absence d'action face à la violence subie. Elle est la prise de conscience profonde que la « déshumanisation » de tout être humain qui s'opère lorsque violence lui est faite est absolument intolérable; à partir de cette prémisse, il faut *agir* contre cette violence, et non pas rester soumis, indifférent ou passif! S'il importe d'agir, de prendre position contre les violences (physiques, structurelles, évidentes ou subtiles), c'est que l'inaction équivaut à la complicité. Les techniques nonviolentes se basent sur « la croyance que l'exercice du pouvoir dépend du consentement des gens », ►

« Ce dont nous avons besoin au Québec, si les gens doivent croire dans un futur qualitativement différent, est notre version d'une politique de « désordre constructif. (...) »

L'action directe est l'instrument qui peut desserrer l'emprise de la pensée traditionnelle à la base de notre société en introduisant une turbulence, une passion, une excitation, un engagement militant. » -Dimitrios Roussopoulos

que ce pouvoir soit démocratique, dictatorial ou informel (Gene Sharp, *power and struggle*). De la force de travail aux impôts, en passant par les facteurs intangibles comme le conformisme et l'obéissance, chacun et chacune d'entre nous collabore au pouvoir en place en lui fournissant ce dont il a besoin pour s'exercer. Il faut donc agir et refuser de collaborer à l'injustice et à la violence exercée par le pouvoir, autant que cela est possible.

Nonviolence et pacifisme

La nonviolence souffre souvent de ce que les gens la confondent avec le pacifisme. Ce n'est pas l'idée de la paix qui donne mauvaise presse au pacifisme (et à la nonviolence pour ceux et celle qui la connaissent mal), mais bien ce que le pacifisme ne suggère pas devant l'injustice et l'oppression. Le pacifisme, lorsqu'il est compris comme une attitude de passivité, de soumission et de victimisation est – à juste titre! – très peu intéressant pour toute personne militante qui entend lutter contre les injustices et tenter d'améliorer le sort réservé aux êtres humains. Les pacifistes sont soupçonnés par plusieurs de « préférer n'importe quelle paix à n'importe quelle guerre » (Jean-Marie Muller).

De multiples mouvements pacifistes sont issus de l'entre-deux-guerres; plusieurs étaient alors fondés sur les bases d'une émotivité bien compréhensible, réagissant aux horreurs à grande échelle de la première guerre mondiale. Or ces mouvements ne proposaient pas de façon de combattre efficacement la guerre et la violence, et cette impuissance a vu monter le nazisme en Europe, jusqu'à ce que l'horreur incroyable ne se répète encore une fois, en pire... C'est à cette époque que le pacifisme fut associé à la servilité, à la collaboration et à une morale dangereuse servant les intérêts dominants. Romain Rolland ne mâchait pas ses mots à ce sujet : « le pacifisme geignant est mortel pour la paix. [...] Il ne suffit pas de répéter 'paix! paix!'. On dirait des troupeaux qui bêlent. Leurs bêlements n'attendrissent pas le boucher! ».

L'erreur d'associer la passivité servile et l'action nonviolente est donc très répandue, principalement parce que dans les deux cas, il n'y a pas usage de violence physique. La nonviolence ne mérite pas cette mauvaise presse, puisqu'elle implique un position-

Répertoire de moyens d'action nonviolente

www.tinyurl.com/repertoire-action

nement positif et convaincu de résistance active à la violence. De nombreux et nombreuses activistes ont connus les préjugés et les répu-

gnances d'autres militant-E-s à cause de cette confusion. La féministe radicale et activiste nonviolente Marion Bromley (États-Unis, 1912-1996) parle d'expérience : « Celles d'entre nous qui adhéraient aux stratégies de lutte nonviolente dans les années 1940, nous nous sommes désignées à cette époque comme « pacifistes radicales » (...) La nonviolence est loin d'être une attitude passive ou de soumission par rapport à la violence et à l'oppression. C'est plutôt une attitude de résistance à l'oppression, d'engagement à la lutte pour la liberté, pour la nôtre et pour celle des autres. » (*Feminism and nonviolent revolution*, paru dans *Reweaving the web*).

Une force accessible à tous et à toutes

Les stratégies de lutte nonviolente ont aussi, dans de nombreux cas, l'avantage de porter un espoir concret pour l'ensemble d'une population en résistance à une injustice ou une oppression. En effet, il est de nombreuses situations dans lesquelles le groupe en résistance a peu de chances s'il prend les armes pour combattre le pouvoir violent et répressif qui tente de se maintenir. Avec la force violente, c'est effectivement toujours le plus fort qui l'emporte. Les stratégies de lutte nonviolente non seulement tiennent compte de la dissymétrie entre les « forces brutes » des résistant-E-s et de l'adversaire, mais elles comptent bien contourner ce déséquilibre en fondant la « force » des résistants sur autre chose que les armes et la violence. Ainsi, un très grand pouvoir et une très grande force résident en l'expression, l'action directe, la non-collaboration ou la désobéissance civile en remplacement de la violence comme outil de lutte.

La nonviolence permet d'inclure tous les membres du groupe en résistance dans la lutte, sur une base égalitaire et respectueuse des limites de chacun-E-s. Elle tend aussi vers l'empowerment des participant-E-s, la prise de conscience de leur pouvoir et le dépassement de leurs peurs. La force de l'approche nonviolente est donc de reposer sur le courage et la détermination de tous et toutes, plutôt que sur des leaders et des élites. ■

Désobéissance civile

Quête de justice et éloge de la dissidence

Contrairement à la lutte nonviolente injustement ignorée, la notion de désobéissance civile est un moyen de lutte nonviolent qui a refait surface et attiré l'attention de plusieurs durant le printemps québécois. Comme le boycott, la grève (illégale), le blocage ou l'occupation, la désobéissance constitue un levier puissant contre un pouvoir jugé oppresseur ou illégitime ou pour une revendication précise, tout en admettant d'aucune façon de s'attaquer à l'humanité de quiconque. La désobéissance civile est une action délibérée de non-collaboration ou l'état que d'autres moyens d'action sont susceptibles d'atteindre dans certaines circonstances; dès que l'ont (qu'on) transgresse la loi en acceptant les conséquences possibles. Que ce soit par une action directe ou encore par une campagne formelle de désobéissance, on contrevient généralement à la loi après que les autres moyens de pression admis par le pouvoir en place aient été jugés inefficaces. Si alors la loi elle-même ne nous garantit plus de protection contre l'injustice, ou encore qu'elle provoque elle-même une injustice, la désobéissance civile est de mise.

L'ordre – ou le désordre – établi ainsi que le pouvoir s'appuient toujours sur la collaboration et l'obéissance de la population qui y est soumise. C'est le cas pour des régimes démocratiques comme autoritaires! En revanche, ce qui varie, c'est le mélange de contrainte et de consentement qui assure une telle obéissance. Si un pouvoir autoritaire se sert surtout de la menace, de la peur et de la violence pour soumettre le peuple, les pouvoirs plus démocratiques

s'appuient à la fois sur la contrainte et le consentement pour s'assurer l'obéissance des citoyen-NE-s.

Les menaces de sanctions légales exercent évidemment une dissuasion devant la possibilité de désobéir, mais l'idée de la légitimité du pouvoir démocratique et une culture de valorisation de l'obéissance assurent pour une grande part la soumission de la population à l'État. Le message qui est largement véhiculé par l'éducation, les médias et le pouvoir est très peu nuancé : obéir, c'est bien; désobéir, c'est mal. La population coopère tant et si bien qu'elle participe elle-même à ostraciser et marginaliser les désobéisseurs.



La non-collaboration peut donc être un puissant outil de pression politique! Le pouvoir et sa possibilité d'imposer des sanctions dépendent nécessairement de la coopération d'au moins une partie des « sujets ».

La désobéissance civile propose d'affirmer haut et fort au pouvoir en place que ses menaces de sanctions et de répression ne garantissent plus notre soumission au pouvoir et à ses lois. Devant une oppression ou une injustice, le désobéisseur prend ses ►

responsabilités, et *juge* qu'il doit obéir à sa propre conscience plutôt qu'aux lois auxquelles on a l'habitude de se fier pour avoir un monde « juste ».

La désobéissance civile survient au moment où l'on prend conscience que la loi ne parvient pas à assurer la *justice*. En échouant dans sa fonction, la loi contribue à l'injustice! L'indignation et la conviction qui émanent de cette prise de conscience doivent participer à se libérer de la peur des sanctions et du réflexe d'obéissance. La désobéissance civile dé-



coule donc d'une réflexion personnelle et d'un engagement politique profond, qu'on accepte de mettre au service du bien-être collectif, malgré les conséquences possibles. Collectivement, une décision de désobéir et une conviction concernant la légitimité de cette action représentent beaucoup. De nombreux et nombreuses Québécois-E-s ont été suffisamment indigné-E-s cette année pour se responsabiliser comme citoyen-Ne-S et désobéir, *exerçant* enfin leur pouvoir au-delà du cycle électoraliste que nous offre la démocratie représentative.

Si les désobéisseurs et désobéisseuses conçoivent la plupart du temps d'assumer les conséquences légales de leur acte de dissidence, c'est que la désobéissance civile implique un objectif légal; le pouvoir législatif doit être surveillé, tout comme la loi doit

être remise à sa place! L'expression « respecter la loi » prend tout son sens... On la *respecte* fondamentalement pour ce qu'elle devrait être, soit une protection égale pour tous et toutes contre l'injustice; on la *respecte* au point d'y contrevenir quand le pouvoir la détourne de sa mission. En effet, « ce qui fonde la loi sert aussi bien à justifier l'obéissance qu'elle réclame que la désobéissance qu'elle produit » de même que « la révolte apparemment négative (en regard des règles positives) est en fait profondément positive

(en regard des principes qui fondent les lois) » (Cholé Di Cinto).

Le poumon de la démocratie!

En parlant de désobéissance civile, on entend souvent ses détracteurs qui ne la conçoivent pas comme méthode d'action directe envisageable dans une démocratie. Nous n'aurions aucun droit de refuser de collaborer puisque les lois et politiques de notre gouvernement sont mises en place par nos élu-E-s, choisis démocratiquement par le peuple, n'en déplaise à ceux qui ont « perdu » leurs élections. Il est vrai que la notion de désobéissance civile envisage une démocratie bien plus vivante que ce que le système nous propose actuellement; une démocratie dans laquelle les citoyen-NE-s sont invité-E-s à *exercer* leur pouvoir plutôt qu'à le déléguer périodique-

Le philosophe Henri David Thoreau est à l'origine du terme « désobéissance civile ». Il avait entrepris au XIXème siècle de refuser de collaborer avec l'État américain, jugeant qu'il se devait de désobéir à un pouvoir qui endossait l'injustice, en l'occurrence l'esclavagisme aux États-Unis. Thoreau s'inquiétait de l'obéissance irréfléchie et de ses conséquences; à cause d'un conformisme aveugle aux lois, « les gens les mieux intentionnés se font chaque jour les agents de l'injustice ».

ment.

Dans les faits, il est rare que la loi ou la politique soulevant l'indignation de certain-E-s soit unanimement privée de sa légitimité par le peuple. C'est le cas de la Loi Spéciale adoptée au Québec en mai 2012; elle a été adoptée *démocratiquement*, et il existe des gens qui lui sont favorables et défavorables. Il n'y a pas de consensus social sur la question, mais les gens qui considèrent cette loi abusive, injuste et même inconstitutionnelle sont suffisamment convaincus de devoir y désobéir. La désobéissance civile est alors une forme radicale de participation au débat citoyen.

Suivant une véritable valeur démocratique, la désobéissance civile en appelle à l'intelligence et à la responsabilité de chacun et chacune des membres de la société. Elle les invite à se réapproprier la faculté de juger ce qui est juste ou injuste, bon ou nuisible pour le projet collectif, en dehors de la légalité. Elle les met au défi de défier l'autorité et d'avoir l'esprit assez *libre* pour admettre que la loi n'a pas toujours raison quant à ce qui est juste. Ce n'est pas une mince affaire, dans une société imparfaitement démocratique comme la nôtre, dans laquelle les oppressions sont plus *douces* ou *camouflées* que dans des dictatures sanguinaires, de proposer cette forme de responsabilisation citoyenne en remplacement des sentiments d'indifférence et d'impuissance. C'est pourtant l'avenue la plus intéressante pour combattre l'injustice!

La désobéissance civile permet aux citoyen-NE-s de se réapproprier l'obligation politique de réfléchir

au bien-être collectif, et de se rendre compte du pouvoir de leur consentement. Ce n'est pas la voix de la facilité et du conformisme : c'est celle du courage, de l'engagement, de l'autonomie et de la responsabilité. C'est ainsi que la désobéissance civile est perçue par plusieurs comme fondamentale, et devrait être admise comme « une composante de la culture politique d'une communauté démocratique » (Jurgen Habermas).

La non-collaboration recèle un pouvoir énorme, qui n'est pas sans inquiéter les puissants. On constate en effet que les gouvernements, lorsqu'ils sont confrontés à des actions directes de désobéissance civile ou de grève, réagissent de façon exagérée et répressive. Par la suite, s'ils concèdent des gains à la faveur du mouvement de lutte, ils attribuent toujours ces concessions à d'autres raisons, et nient le plus possible l'influence de la non-coopération du peuple sur les événements. L'autorité est généralement « terrorisée à l'idée que se répande dans la population une conscience du pouvoir de la non-coopération dans le contrôle du politique » (Gene Sharp)!

Le Québec et la désobéissance civile

La désobéissance civile n'est pas une nouveauté au Québec; des cliniques illégales d'avortement du docteur Morgentaler à l'Opération dignité des villageois gaspésiens, en passant par de nombreuses grèves illégales de travailleurs et de travailleuses et les luttes autochtones, c'est une méthode d'action directe qui a été employée plus souvent qu'on ne le croit. ►

Quelle civilité?

- Il existe plusieurs façons d'interpréter le terme « civil », qui, mises ensembles, permettent de comprendre la nature profonde de la désobéissance que l'on qualifie de civile :
- Civil se distingue de « criminel », même si le système judiciaire ne voit en la violation de la loi qu'un « crime ». Mais la différence est fondamentale et évidente : la désobéissance civile est un geste de dissidence, et non pas de délinquance! La civilité qualifie aussi cette stratégie de lutte puisqu'elle ne s'attaque pas à l'intégrité physique ou psychologique d'autrui.
- Civil par opposition à militaire ou étatique, donc émanant de la population et non de l'autorité; en démocratie particulièrement, la désobéissance civile s'appuie sur une vertu profonde de citoyenneté, de celles qui impliquent des droits et des devoirs!
- Civil souligne finalement le caractère collectif de l'action, par opposition à la poursuite d'intérêts privés ou individuels. La désobéissance civile s'intéresse au bien commun, et non au lobbysme personnel!

Pourtant, l'ignorance et le mépris de la désobéissance civile sont très répandus dans les médias et dans le monde politique québécois, ce que le printemps 2012 nous a démontré abondamment. Au mois de mai, Jean Marc Fournier, ministre libéral de la Justice, déclarait que « la désobéissance, c'est juste un beau mot pour dire *vandalisme* », affirmation qu'on peut aisément qualifier de grossière erreur ou de signe flagrant de mauvaise foi! D'autres politiciens se sont empressés de faire circuler l'idée selon laquelle la désobéissance civile correspond au désordre, au danger et à l'insécurité, à la négation de l'État de droit, et ainsi de suite.

Le pouvoir tente autant que possible de diaboliser le mouvement étudiant et social qui se développe actuellement. Cela nous en dit long sur le discours qu'il a avantage à faire circuler, conscient de la puissance des idées qui sous-tendent la désobéissance civile et la non-coopération comme stratégies de lutte! Ce que le gouvernement, par un traitement médiatique faussé et méprisant, tend à présenter comme une dangereuse subversion, ose en effet s'adresser à l'intelligence du public. Par sa force symbolique et sa conviction saisissante, l'action de désobéissance civile amène les citoyen-NE-s à se poser des questions profondes et fondamentales sur leur sens de la justice et leur tolérance à l'injustice.

Au plan historique, la désobéissance civile jouit d'une certaine grandeur; les mouvements associés à Gandhi et Martin Luther King sont respectables et nobles. Ils sont les cas les plus évoqués, dont même le gouvernement libéral de Charest n'oserait contester la légitimité. Pourtant, quand les étudiant-E-s et citoyen-NE-s décident de désobéir aux injonctions et

à la Loi spéciale, le gouvernement s'empresse de marteler qu'ici, au Québec, « on n'est pas en Inde »! À cet argument réducteur, Amir Khadir, porte-parole de Québec Solidaire, répondait qu'en effet, « à chacun son injustice! Mais j'espère qu'on n'attendra pas au Québec de contester des lois abusives; on n'attendra pas que ce soit la Russie de Poutine ou l'Iran de Khomeini! ». (conférence de presse, juin 2012). Nous l'avons vu; la désobéissance civile devrait occuper une place de choix dans une société démocratique. Elle peut constituer un levier de pression et un potentiel de mobilisation considérables. Le salissage médiatique – voire, la diffamation! – entrepris par les gouvernements qui en mesurent la portée le démontre bien! ■

Gandhi avait réfléchi aux étapes nécessaires de cette réappropriation du pouvoir (*empowerment*), et celles-ci apparaissent comme parfaitement transposables du contexte de l'Inde britannique à une société démocratique d'aujourd'hui! En effet, il percevait comme nécessaire « que s'opère un changement psychologique, de la soumission passive au courage et au respect de soi; que s'opère une reconnaissance par le sujet que son assistance et sa coopération rendent le régime possible; de construire une détermination de retirer la coopération et l'obéissance ».

Comment reconnaître la désobéissance civile?

Sans pour autant rejeter les autres types de désobéissance ou les autres modes d'action directe, on ne peut pas qualifier n'importe quoi de « désobéissance civile » sans en dénaturer au moins un peu les composantes. La désobéissance civile est donc employée quand on contrevient intentionnellement à la loi, en perpétrant un acte (ou un non-acte!) nonviolent, de façon publique et assumée, ce qui est donc susceptible de nous en faire subir les conséquences juridiques. Le geste de désobéissance civile est bien sûr posé en fonction de principes supérieurs et collectifs, et contient une revendication de nature politique qui n'a pas pu être atteinte par la voix des recours légaux ou des leviers politiques habituels.

La désobéissance civile est une « *arme redoutable, [qui] puise aux sources su contrat social – du droit inaliénable de refuser son consentement – elle est l'acte citoyen par excellence par lequel, ultimement, toute légalité sera remise en cause et recréée* » -Philippe Duhamel

Luttes autochtones et désobéissance

Défendre le Nitassinan

Nitassinan (*notre terre*) est employé par plusieurs nations autochtones pour nommer leur territoire. L'emplacement et les limites du Nitassinan varient donc d'une nation à l'autre, mais désigne toujours un territoire vital, de chasse, de pêche et de liberté, étroitement relié à la survie culturelle et matérielle des autochtones. L'exploitation des ressources naturelles selon un modèle capitaliste et impérialiste, de même que le militarisme, sont des menaces récurrentes pour ces peuples à qui on reconnaît bien peu le droit à l'autodétermination!

Contre la militarisation du Nitassinan Innu

Dans les années 1980, des vols d'essai d'avions militaires supersoniques à très basse altitude (moins de 30 mètres du sol) ont été l'objet d'une lutte non-violente impressionnante menée par la nation Innue. Les vols-test perturbaient déjà gravement la faune et la vie des Innus dans le Nitassinan quand le projet de transformation d'une base militaire canadienne en base permanente de l'OTAN sur le territoire donna le ton pour les années à venir : la quantité de vols d'essai allait décupler, et l'OTAN pratiquerait aussi des simulations de bombardement sur le territoire. Tout se tramait en fait comme si les États occidentaux militaristes avaient décidé d'ignorer délibérément et totalement l'existence des communautés de cette région, ajoutant l'insulte à l'injure.

Les Innus ont donc lancé en 1988 une campagne de désobéissance civile pour contrer le projet de l'OTAN et du gouvernement canadien. Des dizaines d'adultes, de vieillards et d'enfants participèrent à une série d'occupations de la base militaire de Goose Bay et des pistes de décollage, attirant l'attention sur leur lutte et recueillant des appuis à travers le Québec. Puis eurent lieu en 1989 un blocage du pont Mackenzie à Ottawa ainsi qu'un blocage du ministère de la Défense, en plus de manifestations. Durant ce mouvement de résistance, à travers les différentes actions de désobéissance et de perturbation, quelques 470 Innus furent arrêtés et accusés d'actes criminels,

dont de nombreux enfants! Loin d'être découragée par la répression et la criminalisation, la nation Innue a lutté jusqu'au moment où le projet de l'OTAN fut abandonné, la fin de la Guerre Froide remettant la pertinence des essais aériens en cause (selon la version officielle).

La lutte des Atikamekws : actions directes en 2012

La question des droits des Atikamekws sur leur territoire fait l'objet d'une lutte depuis maintenant plus de 30 ans. De négociation en négociation, ce peuple n'a jamais obtenu le droit de gérer son territoire qui devrait pourtant être respecté en vertu de la loi et du droit international. Les récentes coupures dans les programmes sociaux et les projets d'exploitation des ressources naturelles

du gouvernement Charest n'ont pas manqué d'accroître l'indignation de cette nation. Le 25 juin 2012 a donc marqué le début du blocage de l'exploitation forestière dans le Nitassinan, notamment celui de l'entreprise Kruger qui exerce ses activités sans le consentement des Atikamekws, ainsi que le blocage d'une voie ferroviaire du CN qui transporte le bois. « Il en aura donc fallu beaucoup pour nous faire sortir de nos gonds et ériger des barricades. Face à l'intransigeance de l'entreprise et au laxisme du gouvernement québécois à répondre à nos demandes légitimes, nous n'avons pas d'autres choix que de prendre de telles mesures », précisait le Chef de Wemotaci, David Boivin, communiqué de presse du 4 juillet 2012.

La nation Atikamekw exige de négocier avec le gouvernement provincial dans le but de pouvoir participer à la gestion du territoire et des ressources naturelles ainsi que pour obtenir des redevances sur l'exploitation de ces ressources. Les blocages ont été levés le 10 juillet, la nation acceptant de suspendre les pressions sur le gouvernement le temps d'importantes négociations, mais promettant de reprendre la lutte si leurs revendications continuent d'être ignorées. ■

« Notre peuple a longtemps fait l'objet de préjugés. Nous avons subi la sédentarisation forcée, les pensionnats indiens, l'exploitation de nos terres et ressources sans notre consentement ; surtout, nous avons souvent été trompés par des promesses non tenues. Je suis fière de la persévérance de mon peuple et de sa détermination à mener des actions parfois radicales pour faire respecter nos droits. » -Grande Cheffe Eva Ottawa

Résistance anticapitaliste et altermondialiste

L'Opération SalAMI

En mai 1998, la conférence de Montréal réunit des représentant-E-s des pays membres de l'OCDE pour discuter de l'AMI, l'Accord multilatéral d'investissement. Pour la modique somme de 1000\$ chacun, les quelques 500 participants de la conférence tenue à l'hôtel Sheraton allaient apprendre et discuter les détails de l'AMI, un classique du modèle néolibéral, qui prévoyait accorder plus de libertés et de pouvoirs aux entreprises multinationales afin de favoriser les échanges. L'AMI s'est préparé discrètement, sans que les populations d'aucun des pays concernés ne soient informées ou consultées. Au moment où une fuite a forcé son dévoilement, le texte de l'AMI était prêt à 90% !

Ici comme ailleurs, la résistance s'organisa rapidement. Au Québec, elle prit forme sous l'Opération SalAMI, qui avait pour objectif non seulement de perturber et contrer l'adoption de l'AMI par une élite politique sans scrupules, mais aussi d'éduquer la population, de la mobiliser et de soulever les questions sociales liées au capitalisme mondialisé dans les médias de masse. À l'époque, bien que l'ALENA fut déjà en vigueur et que de nombreuses populations en ressentent déjà les effets, il reste que pour la majorité des Nord-Américains, la « mondialisation » était une notion encore vague, aux conséquences assez abstraites.

Le 25 mai 1998, jour de la Conférence de Montréal, près de 200 militant-E-s bloquèrent dès le matin les accès de l'hôtel Sheraton, pendant que quelques autres centaines de manifestant-E-s les appuyaient. Ils et elles exigeaient « le retrait pur et simple du Canada des négociations de l'OCDE sur l'AMI, et que le Canada et le Québec refusent de négocier et s'opposent à tout nouvel accord ayant pour effet de subordonner, ici ou ailleurs, les droits humains, sociaux, culturels et environnementaux aux intérêts des investisseurs et des multinationales. » Le blocage dura au total 5 heures, dont autant d'heures de retard pour ladite Conférence, et se solda par 99 arresta-

tions et accusations criminelles. Les participant-E-s s'y attendaient; cette arrestation de masse largement médiatisée faisait partie de leur plan de désobéissance. Ainsi, aucun-E n'a résisté à son arrestation, mais il convient de mentionner que plusieurs ont été brutalisé-E-s, détenu-E-s de façon arbitraire pendant plus de 24 heures, y compris des personnes mineures.

84 des accusé-E-s ont subi un procès collectif, lequel fut l'objet de beaucoup d'amusement de la part des accusé-E-s et fit couler beaucoup d'encre dans les médias. Les 84 « criminels » arrivèrent en Cour bâillonné-E-s avec des dollars américains, et plaidèrent la nécessité; la nécessité d'entreprendre

« C'est à un véritable changement de civilisation que ce traité nous conduit. Nous passons du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au droit des investisseurs à disposer des peuples ».

-Appel du groupe de résistance à l'AMI en France, 1998

une action d'éclat devant la menace de l'AMI, une catastrophe dont la population n'entendrait pas parler autrement. Les articles parus suite à ce procès-spectacle racontent comment la défense, entre autres Jaggi Singh qui se représentait lui-même, contre-interrogeait les policiers qui témoignaient en les forçant à répéter des slogans ou des pancartes des manifestant-E-s. L'audience présente au procès et les co-accusé-E-s se tordaient de rire en entendant ces policiers répéter « L'AMI non! Aucune hésitation! ». Le procès prit fin environ un an plus tard avec la condamnation des participant-E-s à effectuer quelques heures de travaux communautaires.

L'opération SalAMI a été une action de désobéissance civile nonviolente remarquablement pertinente. La préparation des participant-E-s, leurs modes de fonctionnement affinitaire et les principes adoptés par les participant-E-s contribua non seulement à l'action elle-même, mais aussi à forger une culture militante riche chez de nombreuses personnes. Si les enjeux qui étaient à l'origine de cette résistance sont toujours d'actualité, il est tout de même possible de dire que cette campagne fut un succès. La couverture de l'événement par les médias fut importante, et força dans ces mêmes médias un espace pour la criti-

que du néolibéralisme; les détracteurs de l'AMI avaient dorénavant une voix, y compris une chronique hebdomadaire à la radio durant la période entre l'action et le procès. Opération SalAMI allait aussi donner le ton dans les franges progressistes de la société pour la suite de cette lutte, notamment celle en marge du Sommet des Amériques d'avril 2001 à Québec.

Extraits choisis du journal de mob Opération SalAMI, mai 1998 :

« L'Opération Salami se déroulera selon 3 principes:

La transparence : Ses stratégies se conçoivent en fonction d'actions publiques et ouvertes, dont le succès ne saurait dépendre du secret. Malgré une politique de non-coopération avec les forces répressives, le défi que nous posons aux autorités n'a pas besoin de miser sur l'élément de surprise, élément de toute façon bien difficile à garantir avec les moyens actuels de surveillance.



La nonviolence : L'opération Salami a pour principe de respecter en tout temps la personne humaine et les valeurs de justice et d'égalité. Dans cette action, nous ne cherchons pas à porter atteinte à l'intégrité physique ou morale de nos opposants, même si ceux-ci devaient user de répression ou de brutalité. Nous cherchons ainsi à maximiser la clarté politique et l'impact social de notre action. Si nous ne sommes

pas nécessairement tous et toutes pacifistes, nous nous entendons cependant sur la pertinence et la valeur tactique de la nonviolence sur le terrain de cette action".

La formation : L'opération SalAMI demande à quiconque participera physiquement au blocage de prendre part à une session de formation préalable à la résistance civile. La formation est un élément essentiel à la démocratisation des actions et à la consolidation du mouvement de résistance. » ■

Comité femmes SalAM: un effort pour « *démontrer que la résistance non violente radicale n'a de sens que si elle prend en compte la violence la plus sournoise et la plus banalisée, celle faite aux femmes.* »

Dans des mouvements de lutte et de résistance, les féministes font encore aujourd'hui l'expérience de relations d'oppression et de différenciation des genres. Si l'on pourrait s'attendre à ce que le milieu militant soit plus sensible et prudent face à ces questions, les habitudes construites sont si bien ancrées (chez les hommes comme chez les femmes!) que le travail de libération est constant.

Dans l'Opération SalAMI, une approche féministe radicale prenait tout son sens, non seulement pour créer des dynamiques libérées de toute oppression parmi les participant-E-s, mais aussi pour rappeler que la mondialisation néolibérale s'effectuait sur le dos des peuples en général, et sur le dos des femmes en particulier! Les féministes de l'Opération SalAMI créèrent donc un comité femmes qui évolua dans l'analyse et la pratique féministe et perdura au-delà de l'action de 1998. Le groupe affinitaire féministe, autonome et anarchiste devint plus tard « Némésis » (déesse de la colère) et allait en effet continuer son combat plusieurs années durant.

www.youtube.com/watch?v=Trw_-Uhv5iE

L'opinion publique dans la lutte nonviolente

Toute action militante est forcément, par définition, tournée vers l'extérieur. Elle cherche à être connue, à faire pression, à sensibiliser le plus grand nombre de concitoyen-NE-s dans le but de les mobiliser contre une injustice. Toute action directe est une *prise de parole*, effectuée dans des espaces légaux réservés à cette expression (pétition, manifestation...) ou au-delà de ce que la légalité nous réserve (grève illégale, occupation, désobéissance civile...). Mais dans tous les cas, la nonviolence comme stratégie de lutte conçoit

dans tout conflit qui mène à une résistance l'existence de trois acteurs : le pouvoir exerçant une oppression ou une injustice, les gens qui résistent et se lèvent contre les agissements du pouvoir, et l'inévitable *opinion publique*. L'action directe a la plupart du temps un double objectif : celui de contraindre le pouvoir à modifier son attitude, mais surtout, celui de sensibiliser, d'informer, de rallier la société à son combat en la convainquant de la pertinence et de la légitimité d'une cause. Une lutte comme celle du mouvement étudiant concerne d'abord et avant tout une question de justice sociale. Il est alors normal que le mouvement de résistance ait en tête la re-

politisation des citoyens au-delà du système électoral, qu'il cherche par tous les moyens à interpeller cette masse de gens qui fait le poids par sa collaboration au pouvoir et son consentement silencieux. Dans la lutte nonviolente, les militant-E-s doivent s'adresser à l'intelligence du « public » et soulever son indignation afin de délégitimer le pouvoir et accéder, en fin de compte, à une victoire.

« La première démarche de l'action nonviolente est de prendre la parole, pour rompre le monopole de la parole dirigeante, et déjà exercer un contre-pouvoir »

-Chloé Di Cinto

Dans notre société très imparfaitement démocratique, cet appel à la

mobilisation et à la re-politisation des citoyen-NE-s se pose en contraste profond avec le discours dominant qui lui, suggère habituellement de déléguer notre pouvoir et de voter différemment aux prochaines élections, dans le cas où certaines orientations nous déplairaient. Dans les moments de mobilisation sociale, les médias de masse semblent presque entièrement dédiés au maintien de l'ordre établi dans l'opinion publique. La désinformation ou le biais des médias est parfois évidents, mais souvent plus déguisé, et parfois même involontaires de la part de certains journalistes aux réflexes conformistes. Cette défense de l'ordre établi se lit parfois ►



Le 28 mai 2012, plusieurs centaines de juristes manifestent contre la Loi spéciale qui a été adoptée quelques jours auparavant. photo: David Champagne

entre les lignes, dans la subtilité d'une formulation. Le traitement médiatique de la répression policière en est un exemple flagrant, dans lequel les manifestant-E-s sont toujours responsables de leurs propres malheurs: « l'escouade anti-émeute a dû intervenir », nous dit-on. Cela exclut qu'il y ait peut-être d'autres moyens de mettre fin à un blocage que par la violence étatique, sous-entendant que c'était nécessaire, et le terme « intervenir » n'établit aucune distinction entre les types d'intervention, de l'arrestation calme et procédurale aux bombes sonores, aux insultes et aux coups de pieds dans les côtes. Le biais des

médias de masse se lit aussi dans le choix des données qui sont martelées sans cesse et de celles qui ne sont omises. Les militant-E-s, en prenant part au mouvement contestataire de l'intérieur et en observant durant les heures suivantes la couverture médiatique, connaissent tous à un certain moment une prise de conscience plus fondamentale de ce que l'on appelle souvent, sans vraiment la ressentir, la désinformation. Malheureusement, il ne faut plus se surprendre de la position souvent malhonnête et biaisée des grands médias quand ils rapportent des soulèvements populaires menaçant le pouvoir ou le statu quo.

Une fois établi le constat que l'opinion des autres citoyen-NE-s est une donnée et une valeur sociale importante dont nous devons tenir compte, il faut pourtant se demander quoi faire des médias de masse, tant qu'ils existent et jouissent d'un espace exagéré et illégitime dans la communication politique de notre société. La question de l'opinion publique se pose, que l'on entende dans cette expression la désignation de l'opinion et la sensibilité de nos concitoyen-NE-s pour des questions de justice, ou encore *l'opinion publique* telle qu'entendue et véhicu-

lée par des médias de masse, reflétée par des sondages biaisés et des intentions de vote. Certain-E-s militant-E-s opteront pour une tentative de conserver à tout prix la bienveillance des médias de masse à leur égard, tandis que d'autres choisiront de contourner ou de rejeter cet intermédiaire pour communiquer avec le public par des moyens et des médias alternatifs.

En tous les cas il convient de faire attention à ne pas organiser des actions directes qui seront enchaînées aux diktats de la société-spectacle et ne s'exprimeront que dans les conditions établies par les médias de masse. On ris-

que alors d'accorder plus d'importance à l'image médiatique qu'à la revendication qui motive l'action, un glissement vers la facilité que l'on devrait éviter, puisqu'il risque de créer une *émotion publique* peu efficace plutôt qu'une opinion publique. En effet, mobiliser l'opinion publique ne signifie pas de se rallier à n'importe quel prix des voix passives : cela signifie de s'adresser à l'intelligence des gens pour qu'ils fassent front commun contre la violence de l'injustice contre laquelle on se mobilise. La création et le maintien d'un média alternatif ou d'une presse militante a toujours rencontré son lot de défis et d'obstacles. Ces canaux de communication apparaissent pourtant comme nécessaires pour repolitiser les citoyen-NE-s et présenter une critique radicale des injustices et des oppressions. ■

« Notre but est de donner [à la majorité silencieuse] le moyen de s'exprimer, de lui fournir les arguments dont elle a besoin pour étayer par l'intelligence ce qu'elle sent par le coeur et la peau ! »

-Pierre Bourgault

« Les systèmes démocratiques fonctionnent différemment [des dictatures]. Il est nécessaire de contrôler non seulement ce que les gens font, mais ce que les gens pensent. Puisque l'État n'a pas la capacité d'assurer l'obéissance par la force uniquement, la pensée peut mener à l'action, et donc toute menace à l'ordre doit être éliminée ou supprimée à sa source ».

-Noam Chomsky

Loi spéciale et injonctions

Montée de l'indignation et désobéissance

Ce n'est pas pour rien que la grève étudiante a excité les esprits progressistes et révoltés de la société québécoise et même d'ailleurs dans le monde. Qui a encore un droit de grève chez nous? Dans le monde des travailleurs et travailleuses, les lois spéciales ou lois-bâillons fusent dès que les moyens de pression dépassent le cadre réduit prévu par le pouvoir. En 2012, le mouvement étudiant a eu droit au même traitement. Mais le « droit » de grève des étudiant-E-s reste quant à lui une liberté dont nous nous sommes saisi-E-s, et que les injonctions à partir du mois d'avril, puis la Loi spéciale (loi 12) entrée en vigueur le 18 mai, n'allaient pas parvenir à freiner sans rencontrer une impressionnante résistance.



Les injonctions ont été une mesure de répression légale employée par des étudiant-E-s opposé-E-s à la grève et encouragée par le gouvernement. La première demande d'injonction eut lieu en avril 2012, ce après quoi une vague d'injonctions déferla sur les campus en grève à travers la province. Des étudiant-E-s étaient alors en mesure d'obtenir une décision de la Cour qui empêchait toute entrave à la poursuite

de leurs cours, sans égard pour la démocratie directe étudiante qui avait choisi la grève dans les Assemblées générales.

Les injonctions avaient pour effet de judiciaireiser un conflit fondamentalement politique, et de faire valoir les droits individuels dans un contexte où la mobilisation tentait de protéger les droits collectifs. Cette négation de la démocratie étudiante et du droit de grève contribua en plusieurs lieux à envenimer le conflit et à augmenter les tensions. Des blocages à l'occupation pacifique de l'UQO qui se solda par 150 arrestations, en passant par les interventions policières brutales comme au collège Lionel-Groulx, les grévistes de la plupart des campus visés par des injonctions choisirent sans hésitation de désobéir autant que possible à ces injonctions pour poursuivre leur grève, jusqu'à ce que la Loi spéciale du 18 mai vienne changer la conjoncture et suspendre la session.

La Loi spéciale (projet de loi 78, devenu loi 12 lors de son adoption) s'organise quant à elle pour punir sévèrement tout regroupement étudiant ou syndical promouvant la levée des cours ou empêchant les étudiant-E-s d'assister à leur cours; suspend la session des étudiant-E-s en grève et les mettant en « lock-out » jusqu'à la fin de l'été; limite la liberté de manifester, notamment en obligeant d'annoncer le trajet et la durée de toute manifestation de plus de 50 personnes.

Cette loi a provoqué un tollé de protestations et a attiré vers le Québec les regards de groupes de défense des droits et d'étudiant-E-s du monde entier.

« Le gouvernement libéral souhaite faire des professeurs des instruments destinés à casser un mouvement social qu'il n'a pas cessé de mépriser et de diaboliser. [...] »

La loi 12 s'inscrit dans la guerre plus vaste que mènent les élites socio-économiques et politiques contre la société, contre les collectifs où s'organise cette société, et contre les moyens dont disposent les sujets collectifs pour intervenir sur leur réalité. [...]

La répression par laquelle le gouvernement libéral cherche à régler un conflit, cette violence, n'aura eu lieu qu'à une condition; qu'il réussisse à établir, avec le concours de plusieurs acteurs de la société, une véritable chaîne d'obéissance »

-Discours de Martin Jalbert, enseignant au collégial

Le Haut Commissaire pour les droits de l'homme des Nations Unies, Amnesty Internationale ainsi que la Commission des Droits et Liberté et la Ligue du même nom, entre autres organisations, ont condamné cette « loi matraque » qui porte une atteinte exagérée aux droits fondamentaux des citoyen-NE-s, notamment aux droits d'association et de manifestation. La Loi spéciale a aussi provoqué l'indignation d'une grande partie de la population qui a vu le gouvernement franchir une ligne intolérable dans la répression, avec cette mesure autoritaire adoptée en plein coeur du printemps québécois.

La province s'est alors peuplée de manifestations de casseroles; des centaines de milliers de personnes,

âiné-E-s, enfants, travailleurs-euses et étudiant-tE-s sont descendus dans les rues sans s'annoncer, désobéissant ouvertement à la Loi 78. Celle-ci s'est vite avérée impossible à appliquer; si la police l'avait appliquée dans toutes les villes et les quartiers du Québec, des milliers de personnes mineures et majeures auraient dû être arrêtées et inculpées. Le mouvement des casseroles a aussi provoqué la naissance de nombreuses Assemblées populaires dans les quartiers, comme si un espace de discussion et d'action politique avait été recréé quand les citoyen-NE-s indigné-E-s se sont mis à se rencontrer dans les rues, chaque soir à 20h, animé-E-s d'un enthousiasme collectif qui ne laissait personne de glace. ■



« C'est la vertu d'intolérance qui fonde la volonté de résistance »

-Gene Sharp

Je désobéis! Arrêtez-moi quelqu'un!

En réaction au projet de loi 78, les militant-E-s étudiant-E-s lancent un appel à la désobéissance civile, s'engageant à assumer les poursuites pénales dont ils et elles pourraient faire l'objet et invitant les gens à afficher publiquement leur volonté de désobéissance sur le site arretezmoiquelquun.com

« De Murdochville à Asbestos en passant par la grève étudiante de 2005, l'histoire du Québec est traversée de luttes difficiles, de grèves longues et, parfois, illégales. Les droits fondamentaux dont nous jouissons aujourd'hui ne sont pas des cadeaux, ce sont des legs. Si l'on veut nous les retirer par la loi, nous nous battons. Si celle-ci est injuste et que nous sommes sérieux et sérieuses dans notre prétention à défendre la justice, il nous faut y désobéir. Cela porte un nom: la désobéissance civile »

Répression et criminalisation des luttes

Faut-il continuer de s'étonner de la répression brutale subie par les protagonistes de mouvements sociaux dans le monde? Peut-être pas; tout mouvement qui menace notoirement le statu quo ou le désordre établi subira une réaction proportionnelle, froidement exécutée par les bras armés de l'État à travers la Loi et les forces policières. Cette répression est susceptible de s'abattre sur n'importe quel mouvement, violent, pacifiste ou nonviolent; légal ou non; largement légitimé par la population ou pas. Ce qui est certain, c'est que les stratégies de lutte nonviolentes n'offrent aucune garantie d'éviter la brutalité policière et la judiciarisation, et quant à elle la désobéissance civile expose les militant-E-s à une perspective accrue de criminalisation.

Si la répression ne mérite pas notre surprise et ne doit pas nous étonner, elle mérite quand même notre indignation sous sa forme la plus vive. Elle doit nous faire prendre conscience de la nature profonde des enjeux que nous avons soulevés, de la teneur du pouvoir que nous remettons en doute. Au Québec comme ailleurs, les gouvernements néolibéraux ne sauraient admettre que la société civile mobilisée puisse jouir d'un pouvoir capable de modifier des politiques irresponsables sur les plans social ou environnemental; une telle puissance ne peut être conférée à la population!

Pour ces raisons, un gouvernement comme celui de Charest se montre inflexible. Le printemps québécois a été marqué par une répression d'une brutalité extrême par rapport aux limites qu'on imaginait, peut-être proportionnelle à la conjoncture politique et à la force du mouvement social. Le gouvernement a préféré dépenser une faramineuse somme d'argent public en répression plutôt que de toucher à la question des droits de scolarité; la somme dépensée en effectifs et heures supplémentaires des forces policières dépasse le coût d'une annulation de la hausse des droits de scolarité!

Les étudiant-E-s, mais aussi des citoyen-NE-s de tous âges, ont abondamment expérimenté les in-

sultes de la police, les mauvais traitements, l'intimidation et les privations en prison, les incarcérations illégales, la surveillance et les filatures dans leurs quartiers, le fichage, les visites à domicile des services canadiens de renseignements de sécurité (SCRS), les accusations exagérées, les conditions de libération disproportionnées, les menottes déchirant la peau, les arrestations de masse, les menaces violentes d'agents de la police, le profilage politique, sans parler des blessures physiques graves et moins graves causées par le

« La prison et les amendes sont les arguments préférés du dialogue gouvernemental avec les représentants syndicaux »

-Michel Chartrand

poivre, les gaz, les bombes et les balles de caoutchouc. Cette répression mérite d'être abordée, non seulement parce qu'elle a occupé une part importante du quotidien des militant-E-s depuis plusieurs mois, mais parce qu'elle a sans doute influencé la croissance de l'indignation et du mouvement social.

Le moment où la répression arrive à un point culminant est souvent décisif pour la lutte. Toutes les sociétés n'ont pas le même seuil de tolérance à la répression et à la brutalité de l'État; ce seuil dépend de la revendication derrière la lutte et du contexte historique et actuel, entre autres choses. Par la répression, l'État provoque des conséquences physiques et juridiques réelles, mais envoie aussi un message de peur. Il survient pourtant un seuil d'indignation où le peuple est prêt à surmonter cette peur qui le réprime; la victoire n'est peut-être pas loin, où à tout le moins un changement majeur dans l'esprit des citoyen-NE-s qui découvrent cette violence avec une lucidité collective accrue.

Certains théoriciens des stratégies de lutte nonviolente voient en la répression un outil que le mouvement de résistance – qui le subit de toute façon – peut utiliser contre le pouvoir. Jean-Marie Muller perçoit carrément la répression comme une partie intégrante d'une lutte nonviolente employant des tactiques illégales; elle contribuerait à dramatiser le conflit dans l'opinion publique, à hausser ou raviver les débats de société qui sont nécessaires et surtout, à délégitimer le pouvoir en place. ►

Nul gouvernement ne devrait avoir besoin de tabasser les citoyen-NE-s pour se maintenir au pouvoir. Il est donc vrai que le pouvoir qui frappe est mis en position défensive, et plus il a besoin d'employer la violence pour *se défendre*, plus il perd la légitimité politique qui lui conférerait ce monopole de la violence légitime.

Dans ces conditions, il est évident qu'un État éprouve bien plus de difficultés stratégiques à frapper et réprimer un mouvement nonviolent ; frapper des dissident-E-s armé-E-s serait en

effet plus aisé médiatiquement. Gene Sharp soutient à cet égard que dans la foulée d'une lutte nonviolente légale ou illégale, la répression peut être retournée contre l'agresseur et contribuer à soulever et indigner une plus grande partie de la population. Au lieu de soumettre les résistant-E-s, elle incite les alliés passifs du mouvement à devenir des alliés actifs de la lutte. Ne prenons pas non plus cette répression à la légère; la brutalité et la criminalisation font tout de même courir des risques aux militant-E-s, et le danger que les conséquences de la répression soient disproportionnées et irréversibles sont à considérer avec prudence.

Quelques mots sur la police

« Notre boulot, à la police, c'est la répression. Nous n'avons pas besoin d'un agent socio-communautaire comme directeur, mais d'un général. Après tout, la police est un organisme paramilitaire, ne l'oublions pas », déclarait Yves Francoeur, président de

la fraternité des policiers et policières de Montréal (propos cités dans le Journal de Montréal en 2008). La police obéit à des ordres et à *un ordre* avec froideur et violence, et se félicite régulièrement de ses interventions pour maintenir la « paix ». Au Québec, la police viole de façon éhontée les droits et libertés

des individus, use souvent d'une force exagérée envers les foules et les individus, et elle n'a pratiquement de comptes à rendre à personne. Des milliers de plaintes déposées chaque année en déontologie, une infime minorité fait

l'objet d'une enquête et de sanctions, malgré la société démocratique et l'État de droit dans lequel nous prétendons vivre. Les policiers et policières ne semblent ni responsables ni imputables pour leurs actions. L'arbitraire est chose courante et il existe de multiples situations dans lesquelles l'individu réalise que ses « droits » ne valent plus rien aux yeux de ces exécutants aveugles...

À sa façon impudique, la brutalité policière met en lumière les vrais enjeux de pouvoir et de lutte qui sous-tendent les mouvements sociaux; elle nous fait réfléchir sur ces concitoyen-NE-s dont le système fait des agent-E-s de protection d'un ordre souvent répressif. Par sa conception radicale des oppressions et des luttes, la nonviolence comprend que l'agent de police dans son individualité n'est pas le véritable adversaire de la lutte sociale. Il est *superficiel*, en ce sens qu'il est à la surface du système qui crée sa fonction et lui fournit armes et autorité pour exécuter l'oppression.

Pour Pierre Bourgault, le policier est caractérisé par plusieurs problèmes particuliers;

- « Il n'a pas de responsabilité véritable, il obéit à des ordres. Rien n'est plus néfaste.
- Le policier n'a pas souvent les moyens de combattre le véritable ennemi de la société. [...]
- Très souvent, il sait qui il faudrait arrêter, pourquoi et comment. Mais il connaît aussi les complicités politiques ou policières qui protègent tel ou tel individu.
- -Le policier est jugé très sévèrement par ses collègues.
- Le policier n'a aucun contact professionnel avec les autres citoyens, particulièrement avec ceux à qui il a affaire de plus en plus souvent; les contestataires et les manifestants. Il sait qu'il faut taper dessus mais que sait-il d'autre?
- Le policier n'est pas politisé, dans le sens le plus large du mot.
- Lorsque le policier cessera de servir d'instrument à une poignée d'exploiteurs, alors il sera libre. C'est la liberté de chacun qui, additionnée, fait la liberté de tous. »

-Pierre Bourgault, *La police, Point de Mire*, juillet 1970

Criminalisation

La grève étudiante a aussi donné lieu à une criminalisation massive des militant-E-s. Après quelques 6 mois de grève étudiante, plus de 3000 personnes avaient été arrêtéEs, affublées d'une contravention ou encore d'accusations criminelles. Pour plusieurs, cette expérience a constitué le premier contact avec la prison ou le tribunal, et ce passage peut marquer les militant-E-s de plusieurs façons et avec une intensité variable. Le tribunal se veut un forum solennel et formel, dont les règles et protocoles peuvent être difficile à comprendre et intimidants lors d'une première expérience. Pour certains activistes politiques, « le simple fait de découvrir que les procédures judiciaires ne sont pas *justes* est une expérience choquante et radicalisante » (War Resisters League, Organizers Manual). L'activiste est amené à remettre en cause l'impartialité théorique de la justice

« Il y a une chose et une seule dans la société moderne plus hideuse encore que le crime, et c'est la justice répressive » -Simone Weil

qu'on prend souvent pour acquise, et une analyse politique de sa présence au tribunal ne peut en effet qu'approfondir la radicalité de son identité militante. Pour sa part, la prison peut être perçue comme un passage glorieux dans la lutte. Il faut pourtant la prendre pour ce qu'elle est, en dehors de la tendance romancée à valoriser l'incarcération dans le milieu militant; la prison peut donner l'occasion d'une réflexion théorique approfondie et « un militant peut en sortir plus fort et plus conscient. [Pourtant] il est de la plus élémentaire honnêteté de dire qu'il peut aussi en sortir brisé et définitivement perdu pour l'action militante » (Guide du militant).

Procès et stratégie



La désobéissance civile, rappelons-le, se propose de désobéir à une loi de façon assumée, publique et politique, pour obéir plutôt à des principes moraux que nous jugeons supérieurs à la loi. La *légitimité* de l'action est revendiquée jusqu'au bout, voire jusqu'au procès lors duquel on la défend devant son *illégalité*. La déso-

La machine répressive perçue par Maître Denis Poitras, avocat voué à la défense des militant-E-s :

- *« Premièrement, les conditions de remises en liberté sont nettement exagérées et, à mon avis, violent souvent la Charte ; interdiction totale de manifester ; couvre-feu alors que l'infraction serait survenue le jour ; interdiction de séjour ; périmètre qui empêche la participation aux manifestations, etc. »*
- *« Deuxièmement, l'émission massive de constats d'infraction a deux objectifs: empêcher les accusé-E-s d'avoir accès à l'aide juridique pour se défendre, et dissuader les gens de manifester, ce qui est pourtant un droit garanti dans la Charte canadienne des droits et libertés. »*
- *« Finalement, on peut dire que l'appareil répressif fonctionne à plein régime; à mon avis, il n'y a eu dans l'histoire du Québec que la Loi sur les mesures de guerre en 1970 qui a été pire que 2012 (en terme d'arrestations et de perquisitions sans mandat) »*

béissance civile implique aussi d'affirmer au pouvoir en place que ses menaces de sanctions ne garantissent plus notre soumission et notre obéissance à ses lois que nous considérons injustes. Le désobéisseur se trouve au banc des accusés, mais, fort de son innocence, c'est lui qui accuse! Est-ce dire que l'arrestation, le procès et la sentence font partie intégrante de la désobéissance civile et que par principe, il convient de s'y soumettre en toute bonne foi?

Les opinions divergent à ce sujet. Selon Noam Chomsky, par exemple, « il n'y a pas d'exigence morale que quelqu'un-E qui cherche à dissuader les actes criminels ou illégitimes commis par l'État se soumette volontairement à une punition pour sa désobéissance ». Le refus des sanctions ne signifie donc pas que le désobéisseur ne s'assume pas, mais plutôt qu'il adresse un défi supplémentaire à l'autorité et rejette la légitimité de la peine ou du jugement que le système pourrait lui infliger.

La question de principe n'est peut-être pas la bonne à se poser; de nombreuses campagnes de désobéissance civile ont intégré la prison et le tribunal comme des parties de leur stratégie, pour des raisons de pragmatisme et d'efficacité. Dans certaines actions de désobéissance, les participant-E-s choisissent délibérément de faire du procès un but à atteindre plutôt qu'une sanction à éviter. Le tribunal peut alors être instrumentalisé et médiatisé par les militant-E-s, de sorte qu'il se transforme en tribune supplémentaire pour faire avancer des enjeux juridiques et politiques dans la société.

Le procès est dans ce cas accueilli comme une occasion d'amplifier la cause et d'en faire un procès-spectacle pour remettre à l'ordre du jour l'argumentaire social et politique qui sous-tend l'action de désobéissance (Voir Opération SalAMI).

Une telle stratégie n'est pas toujours efficace; cela dépend de la nature des enjeux qui guident notre désobéissance, et peut-être aussi de l'urgence des enjeux; cela vaut-il vraiment la peine d'investir autant de temps, de ressources et d'énergie dans une bataille juridico-politique si le procès n'a lieu que plusieurs mois ou années après l'événement? Les retombées du procès sur la lutte et sur l'opinion pu-



blique doivent être considérées avec un optimisme modéré et lucide, et la tactique doit être choisie avec soin par le groupe de désobéisseurs et désobéisseuses. Mais la technologie actuelle permet une grande liberté de diffusion et de médiatisation des actions directes et des procès, et elle peut être très profitable quand on décide d'utiliser le tribunal comme tribune supplémentaire et spectaculaire. ■

Les minières vs les peuples : le Tribunal international populaire de la santé

Les 14 et 15 juillet 2012, un Tribunal parallèle et populaire s'intéressait à la justice réelle, mettant au banc des accusés l'industrie minière transnationale qui reste habituellement impunie pour ses crimes humains et environnementaux. Réunis à San Miguel Ixtahuacan au Guatemala, des témoins et victimes de Goldcorp et d'autres compagnies canadiennes opérant au Mexique, au Honduras et au Guatemala comparaissaient dans le procès « *Goldcorp contre les peuples* ».

Treize juges nationaux et internationaux, des spécialistes des droits humains, de la santé et de l'environnement recueillirent les témoignages et émirent une sentence sans équivoque : Goldcorp est reconnue coupable d'agir dans ses projets de façon très dommageable pour la santé, l'environnement, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le gouvernement canadien n'échappe pas au jugement :

« *Nous condamnons de la même manière la complicité de l'État canadien, qui appuie et promeut de diverses façons les investissements miniers irresponsables en Mésoamérique.* » Dans ce tribunal symbolique et médiatique que les peuples ont créé devant la complaisance et l'inaction du système juridique réel, les membres des communautés affectées ont pu créer des liens et se mobiliser par-delà les frontières, tout en donnant une visibilité aux exactions commises par les compagnies extractives. Quant à Goldcorp, elle fut condamnée à réparer et compenser tous les dommages causés par ses activités et à suspendre tous ses projets d'exploitation du sous-sol...

La mascarade de tribunal est souvent utilisée comme action directe de sensibilisation; dans certains cas elle vise à se moquer d'un procès réel que l'on considère injuste, dans d'autres cas elle vise plutôt à se placer soi-même en tant que juge face à une injustice que le système juridique laisse impunie. Dans tous les cas le faux procès et les mises en scène de tribunaux consistent d'abord et avant tout en une action de sensibilisation du public et de remise en question de l'absolue respectabilité des autorités judiciaires vues comme seules garantes de la justice.

www.tribunaldesalud.org



Au tribunal populaire sur la santé, une famille de El Estor au Guatemala témoigne contre une entreprise minière canadienne suite à l'assassinat de Adolfo Ich et à la tentative d'assassinat de German Chub Choc, maintenant parapligique. photo: James Rodriguez, mimundo.org

Les déboulonneurs en France; le procès comme tribune

Depuis plusieurs années, le Collectif des Déboulonneurs saccage d'énormes panneaux publicitaires pour dénoncer l'invasion de l'espace public par cette pollution visuelle, et la violation systématique de la loi sur l'affichage perpétrée par de nombreuses entreprises publicitaires. Les déboulonneurs couvrent les panneaux publicitaires de graffitis tels que « *PUB = Matraquage* », « *la Pub fait Dé-Penser* », etc. Plusieurs ont reçu des accusations de « *dégradation de panneaux publicitaires* », passible d'une peine de 5 ans de prison ou 75 000 euros d'amende. Le procès collectif de sept d'entre eux fut l'occasion d'une grande médiatisation, et d'un moment apparemment bien plaisant et très assumé pour les désobéisseurs déboulonneurs.

Voici des extraits du plaidoyer de leur avocat-militant François Roux au procès très médiatisé du 12 janvier 2007 à Paris, suite à quoi les accusations furent requalifiées par la Juge et les accusés, condamnés à verser une amende symbolique de 1 euro chacun.

« *Monsieur le Procureur, la maison brûle et vous regardez ailleurs! Je vais dire un grand merci à ces désobéisseurs, car ils sont des éveilleurs de conscience. Monsieur le Procureur, si vous habituez les gens à obéir, qui se lèvera quand ce sera nécessaire? Je n'ai pas entendu dire que le corps des magistrats a répondu en masse à l'appel de désobéissance civile du 18 juin 1940 [...]*

Oui, notre société a besoin de gens comme eux, qui s'engagent, qui s'indignent. Soyez audacieuse, Madame la Présidente. Soyez juge! »

www.deboulonneurs.org

Féminisme et non-violence

Les femmes ont participé à de nombreux mouvements de résistance et d'émancipation de tous genres. Leur rôle dans la lutte a varié selon l'époque et le contexte, mais a rarement été reconnu à la mesure de son importance. Même dans les milieux militants dont l'on pourrait attendre une compréhension radicale de l'oppression qui puisse inclure le féminisme, l'effort des femmes pour revendiquer un espace de lutte féministe ou une reconnaissance de leur contribution est constant. Au plan des grands personnages ou des théories des approches nonviolentes, l'accaparement masculin est manifeste : de Thoreau à Gandhi, en passant par Luther King et César Chavez ou des intellectuels comme Gene Sharp et Jean-Marie Muller, cet univers en apparence masculin ne rend pas compte de l'activisme des femmes dans l'histoire des luttes radicales !

Tous les hommes qui ont résisté étaient dans une situation d'oppression ; Gandhi comme Indien sous la domination coloniale britannique ; Luther King (afro-américain) et César Chavez (communauté Chicana) comme membres de groupes ethniques persécutés aux États-Unis. Mais leur identité d'hommes fait en même temps d'eux des membres d'un groupe oppresseur. L'analyse féministe apparaît comme une contribution incontournable aux stratégies de lutte nonviolentes et propose une radicalité qui ne peut qu'encourager la *vraie* nonviolence. Comme la grève étudiante qui en a le potentiel, tout mouvement social radical, honnête et cohérent, peut et devrait être l'occasion pour les militant-E-s, hommes comme femmes, de se familiariser avec le féminisme ou d'approfondir l'analyse féministe de la lutte.

Une radicalité partagée

Le féminisme et la nonviolence se ressemblent par leur rejet catégorique de toute forme d'oppression; des guerres armées entre les pays jusqu'aux rapports de domination familiaux, la violence apparaît comme intolérable et appelle à la résistance. Une

compréhension féministe radicale des structures d'oppression permet de voir que toutes ces violences sont inter reliées, de la même façon que la recherche d'une solution doit être généralisée et tenir compte de toutes les facettes de la violence, de la pauvreté au racisme en passant évidemment par le sexisme. Pour les féministes radicales, « les liens étroits entre le patriarcat, le capitalisme et l'État constituent le constat le plus pénétrant de tous. Ces bases d'oppressions suggèrent toutes que certains êtres humains sont plus importants et ont plus de valeur que d'autres; cette conception s'exprime dans les structures hiérarchiques qui caractérisent nos sociétés à tous les niveaux. » (Piecing it together).

Une telle vision, en s'intéressant aux racines mêmes de l'oppression, implique que la paix signifie beaucoup plus que l'absence de guerre! Il importe donc d'aspirer à l'éradication de toute forme d'oppression, et d'attaquer à leur source les causes de la violence. Comme la nonviolence, le féminisme radical rejette à la fois la violence, mais aussi la collusion et la complaisance qui poussent trop de gens à la tolérer. La conscience féministe appelle les femmes à agir, à se rendre visibles et à travailler ouvertement à l'émancipation.

Le féminisme et la nonviolence défient l'autorité, une autorité qui use de violence et qui trop souvent est admise et légitimée par la majorité. Encore aujourd'hui, il arrive qu'un homme jouisse du *monopole de la violence légitime* envers « sa » femme; le voisinage ou l'entourage ont longtemps eu le réflexe de ne pas se mêler des violences conjugales, celles-ci appartenant à la vie privée...

Le même réflexe de non-intervention est évidemment transposable à l'échelle des relations entre les États, et bien sûr à la relation de l'État avec le peuple. Les féministes radicales constatent qu'à l'échelle de la vie familiale comme à celle de l'État, on suppose souvent que les opprimé-E-s ont tort. La femme

« L'acte premier de désobéissance des femmes féministes réside dans le simple fait de se réunir pour s'organiser contre l'oppression patriarcale. Cela brise certainement une loi non-écrite ; les femmes ne sont pas sensées se réunir de cette façon et parler ouvertement entre elles de l'oppression vécue par les femmes aux mains des hommes. » -Barbara Deming, féministe radicale nonviolente

violée ou violentée a peut-être fait quelque chose pour provoquer son sort... Les activistes ont probablement mérité la répression que leur a infligée l'État durant la manifestation... Il convient donc de briser les construits sociaux qui encouragent la tolérance, et de remettre sérieusement en question cette légitimation de la violence et de l'autorité qui nous pousse à traiter les victimes en fautifs et fautives.

En somme, la nonviolence radicale et le féminisme retrouvent des points communs dans les actions, les stratégies et les modes d'organisation qu'ils permettent de mettre en place. Tous deux valorisent en effet le partage des compétences et des savoirs, la décentralisation du pouvoir et de la prise de décision, la déconstruction des structures hiérarchiques dans les groupes affinitaires, etc. Nonviolence et féminisme rejettent les structures de domination du pouvoir, et cherchent à remplacer le *pouvoir sur* par le pouvoir partagé et émancipatoire. En d'autres mots, on en revient à *l'empowerment*, à la réappropriation du pouvoir de chacun et chacune, aussi bien dans les rapports interpersonnels quotidiens qu'au sein d'une lutte ou d'un mouvement de résistance. Les stratégies de lutte nonviolente se veulent véritablement inclusives et reconnaissent le pouvoir de tous et toutes à participer à une mobilisation contre l'oppression et la violence, rejetant le sexisme tout autant que le racisme et l'âgisme.

Virilité masculine et pacifisme féminin?

Les paragraphes précédents démontrent une harmonie théorique et pratique entre le féminisme radical et la nonviolence. Pourtant, il subsiste dans les milieux militants des conceptions « genrées » gravement nuisibles à une compréhension cohérente de la nonviolence, contre lesquelles le féminisme nous met heureusement en garde.

De l'avis de certaines féministes, de grands personnages nonviolents tels que Gandhi et Luther King ont eu tendance à valoriser la souffrance dans la lutte, comme si celle-ci garantissait l'efficacité ou démontrait la grandeur de la lutte, sa vertu et son courage. Pour les féministes nonviolentes, la souffrance n'est d'abord pas un gage d'efficacité dans la lutte. Mais surtout, une valorisation de la souffrance serait un réflexe machiste susceptible d'exer-

cer un chantage sur le militant ou la militante. Glo-rifier la souffrance, même lorsqu'on est un militant nonviolent décidé à respecter l'intégrité de son adversaire, est en réalité un produit de la glorification de la violence elle-même. Le discours dominant, violent et masculiniste, fait de la violence un symbole de virilité et de courage véhiculé dans les médias, les livres d'histoire et la culture. Pourtant, « revêtir la violence du moindre prestige conduit à disqualifier la pensée susceptible de la contester » (Chloé Di Cinto). Le vrai courage ne réside ni en la souffrance, ni en la violence, mais bien dans la résistance responsable, l'engagement actif et inclusif contre l'oppression.

Un autre danger majeur du sexisme réside en la catégorisation de certaines attitudes comme étant *naturelles* chez les hommes ou chez les femmes, telles que la violence, la force, l'émotion et la faiblesse. Certaines actions féminines ou féministes en faveur de la paix, par exemple des actions antimilitaristes ou contre le nucléaire, ont pour effet de provoquer une pensée-réflexe chez de nombreuses personnes. La femme est alors associée de façon naturelle à la paix, à la douceur, à la maternité et à la recherche de sécurité. D'une part, cela réduit la reconnaissance de la femme comme activiste engagée dans la lutte radicale nonviolente, et du même coup contribue à faire perdurer la subordination des femmes aux hommes. D'autre part, cette vision de la « pacifiste naturelle » suggère implicitement que l'homme est un « violent » tout aussi naturel, peu responsable de ses pulsions et enclin à la violence par sa virilité.

Finalement, les émotions liées à la fragilité, si longtemps associées aux femmes et que les hommes sont souvent privés de vivre par une construction sociale machiste, sont encore difficiles à gérer dans le milieu militant. Même en luttant contre la violence et l'oppression, le réflexe d'associer la force aux hommes et la faiblesse physique et émotive aux femmes perdure. Une étudiante féministe participant à une mobilisation vers la fin des années 1990 témoignait de cette réalité, alors qu'elle avait fondu en larmes devant des militants masculins : « Derrière moi, un homme dit à un autre 'Mais qu'est-ce qui lui prend ? Elle doit être menstruée !' [...] Ces mots annulaient tout le ►

caractère politique de mes propos. Je n'ai pas le droit de pleurer. J'ai l'image d'une femme forte dans un milieu militant. Pleurer, c'est interdit aux personnes fortes, c'est réservé aux personnes faibles » (Témoignage recueilli dans *Lacrymos* de Francis Dupuis-Déri)

Féminisme radical et antimilitarisme

Le féminisme s'accorde aussi à la nonviolence dans le rejet du militarisme. Nos valeurs sociales tendent à nous apprendre que la femme a besoin de l'homme pour la protéger des autres hommes. Une armée de mâles doit donc protéger ses femmes et enfants des autres armées de mâles. C'est l'une des dynamiques qui fait que les femmes deviennent souvent la cible de la terreur, via le viol collectif ou la stérilisation forcée comme arme de guerre. Comme l'invasion d'un État par un autre, l'invasion simultanée du corps des femmes est un phénomène qui est pratiquement admis comme une conséquence « normale » de la guerre. Le militarisme et le patriarcat vont de paire, et exercent ensemble une oppression violente sur les peuples et sur les femmes en particulier.

L'approche nonviolente et le féminisme radical, pour des raisons complémentaires et cohérentes, ont donc une position fondamentalement antimilitariste. Les militaires le leur rendent bien ; les féministes n'y sont pas vraiment les bienvenues, ainsi que les homosexuels et les pacifistes, perçus en général comme des faibles, des peureux et des lâches. D'ailleurs, pour les féministes radicales, l'inclusion des femmes dans l'armée par soucis d'égalité des sexes n'est pas souhaitable et ne représente pas une victoire, puisque la femme est simplement intégrée à l'institution militaire comme mode d'oppression violente, patriarcale et autoritaire.

La lutte féministe n'est pas secondaire!

De nombreux mouvements de lutte contre l'oppression, armés ou nonviolents, manquent d'une pers-

pective féministe pour peaufiner leur cohérence et leur radicalité. Un cas intéressant est celui du mouvement révolutionnaire anarchiste en Espagne, dans les années 1930. Une grande quantité de femmes anarchistes participait à la lutte, pourtant il fallu toujours que les féministes se *rappellent* à la lutte, notamment par des comités comme Mujeres Libres qui comptait plus de 20 000 membres. Elles critiquaient certains de leurs camarades masculins qui se contredisaient dans leurs valeurs profondes en omettant de considérer l'égalité des genres dans le mouvement révolutionnaire. Pour Frederica Montseny, anarchiste catalane, la révolution ne saurait fonctionner dans le pays sans fonctionner d'abord dans les foyers. « S'ils sont anarchistes, ils ne sont pas sincères; s'ils sont sincères, ils ne sont pas anarchistes! » disait-elle en parlant de certains révolutionnaires machistes et insensibles au féminisme.

De la même façon, si un mouvement qui se dit non-violent omet de tenir compte des autres formes d'oppression et approches émancipatoires comme le féminisme, son analyse et ses actions souffriront d'une bien triste incohérence. Il arrive souvent que les principes féministes ou des groupes féministes soient admis dans une lutte. Pourtant, c'est parfois plus leur représentation en elle-même qui est tolérée et applaudie; l'application de ces principes provoquent souvent des réactions moins enthousiastes. Dès que les féministes poussent la rigueur d'un mouvement de lutte, elles dérangent un certain nombre de personnes qui s'empressent de dire que ce n'est pas le moment de diviser les troupes ou de soulever des enjeux *secondaires* tel que le féminisme. Les féministes radicales et les nonviolents-E-s, en principe, ne peuvent que s'opposer à une telle « priorisation » ou « hiérarchisation » des luttes : même un sentiment d'urgence dû à la conjoncture politique ne devrait pas être un raison de perdre de vue des principes aussi fondamentaux de rejet de l'oppression, ceux-là mêmes qui doivent motiver la mobilisation et le combat! ■

« *Le mouvement féministe ne s'est pas défini expressément comme étant nonviolent. Néanmoins, en s'opposant aux institutions oppressives de domination, (...), en démontrant l'exemple de structures non-hiérarchiques, en formulant des principes et en définissant des visions d'harmonie et de libération, je suis convaincue que le féminisme est devenu en pratique la force la plus importante de la révolution non-violente* » -Donna Warnock, féministe radicale.

Action directe des mimes féministes

Le mouvement étudiant rappelé à l'ordre !

Si la puissance du mouvement féministe au Québec a permis aux femmes de jouir d'une place plus importante que leurs consœurs du passé et d'ailleurs, il reste néanmoins beaucoup à faire. Des étudiantes se sentaient écrasées par des dynamiques machistes existant au sein du mouvement militant étudiant et savaient que la grève allait les confronter à cette oppression encore davantage. En novembre 2011, avant le déclenchement de la grève générale illimitée (GGI), des militantes créèrent donc le Comité femmes GGI, un espace non mixte et sécuritaire pour les femmes dans la grève. Le groupe en question réunit actuellement plus de 200 femmes, qui participent de près ou de loin à diverses actions.

En juin 2012, des militantes féministes apprirent que la CLASSE allait toucher un montant d'argent provenant des bénéfices du spectacle d'humour de la Coalition des Humoristes Indignés, formée dans la foulée de l'opposition à la Loi Spéciale imposée par le gouvernement Charest. Après avoir passé en revue les artistes formant la CHI (11 hommes et une femme), les militantes se sont rapidement rendu compte que non seulement tous les artistes n'étaient pas favorable à la lutte étudiante en cour, mais que plusieurs de ces humoristes fondaient depuis des années leur succès sur des blagues sexistes, racistes, classistes, homophobes, et j'en passe!

Il semblait que la CLASSE, sans avoir consulté ses membres, était prête à oublier un moment les principes féministes qui avaient été adoptés démocratiquement afin d'accepter les fonds amassés par la CHI. Certain-E-s militant-E-s acceptaient ce compromis risqué, invoquant un supposé impératif économique de même que la nécessité de ne pas diviser le mouvement avec des questions « secondaires » comme celle du féminisme; cette réaction allait d'ailleurs être reprise par certains des humoristes eux-mêmes, choqués par la prise de position des femmes du comité. Ainsi, le Comité femmes GGI

décida de mettre en place une action directe et publique pour dénoncer ces contradictions.

Le 18 juin 2012, soir du spectacle, plusieurs mimes postées devant le théâtre St-Denis arboraient pancartes et bannières, distribuant au public des zines dénonçant le mauvais goût de certains humoristes et sensibilisant sur la question du féminisme dans l'humour et dans la CLASSE. Le choix du mime s'est imposé de soi. « Je sais pas vous, mais moi je suis pas mal tannée de me justifier constamment quand je fais une action. J'ai pas envie de perdre des énergies inutilement face à des *mascus* pendant celle-là. Je pense que ce serait cool de ne pas répondre

« Être féministe et s'impliquer dans le mouvement étudiant comporte son lot de contradictions ; le mouvement étudiant, comme plusieurs mouvements sociaux, est marqué par le patriarcat de la société dans laquelle il s'inscrit. L'application de l'analyse féministe en son sein implique donc beaucoup de heurts. »

-Des militantes féministes, Tout d'un coup, CLAC, hiver 2012

aux gens. Eux j'm'en fou, j'veux m'attaquer à la CLASSE. Ils disent qu'ils sont féministes, alors ils sauront de quoi on parle. Pas besoin de leur expliquer.» (Marie Pagès, militante du comité femmes GGI)

Faire ce choix de ne pas répondre à la violence ou aux questionnements des personnes était en quelque sorte une façon de protester également. Les mimes s'adressaient d'abord à la CLASSE, qui connaissait leurs revendications et qui prétendait les partager. La figure du mime n'était pas seulement choisie afin de ne pas avoir à répondre à d'éventuels commentaires agressifs, mais aussi afin de montrer aux camarades de lutte qu'une fois encore, les revendications féministes n'étaient pas entendues. Fatiguées de répéter que ces principes fondamentaux ne devraient jamais être relayés au second plan, les femmes se sont elles-mêmes bâillonnées pour faire passer leur message.

À l'entrée du théâtre, les spectateurs et spectatrices qui lisaient avec curiosité les pancartes citant des blagues sexistes et profondément dégradantes devenaient soudain pantois, déçus et parfois outrés; plusieurs félicitèrent les mimes d'être présentes et d'effectuer ce rappel à l'ordre. Deux femmes qui avaient été déployées dans la salle afin d'assurer un *feminist watch* pendant le spectacle enregistrèrent le spectacle et rapportèrent des éléments de preuve du sexisme véhiculé par certains humoristes.

Plusieurs propos masculinistes furent repérés dans les médias ainsi que dans les médias sociaux, certains humoristes prirent plaisir à insulter les mimes féministes suite à l'action. Néanmoins, pour ses instigatrices, l'action fut qualifiée de grand succès. Elle se déroula dans la joie, et les réactions tant des membres de la CLASSE, qui s'excusèrent et réajustèrent leur attitude, que celle des passants, furent majoritairement positives. L'argent du spectacle

bénéfice fut gelé en attendant que les membres de la CLASSE prennent une décision démocratique. L'action, ainsi que le spectacle de la CHI, furent l'objet d'une attention médiatique assez importante; ainsi l'importance du féminisme dans le mouvement étudiant fut rappelée publiquement, tout comme le problème de l'humour sexiste au Québec, qui fut soulevé quelques jours avant le festival Juste pour Rire.

Adopter des principes ne suffit pas; les appliquer demande un engagement profond! Comme dans de trop nombreux cas, cela dérange, et coûte souvent aux féministes les foudres ou les insultes de la population comme de certain-E-s militant-E-s. Mais encore aujourd'hui, les féministes, au sein des mouvements sociaux, doivent toujours rester alertes et prêtes à rappeler ces principes fondamentaux d'égalité qui devraient fonder toute lutte pour la justice sociale ou mouvement d'émancipation! ■



<http://laxedumad.com/2012/07/03/des-feministes-etudiantes-retablissent-les-faits-sur-la-coalition-des-humoristes-indignes>

Nonviolence radicale

Anarchisme et perspectives révolutionnaires

Il existe une relation étroite entre anarchisme et non-violence qui mérite d'être abordée ici, et qui est pourtant largement ignorée dans certains milieux militants. Cela est sans doute attribuable à une mauvaise compréhension de la nonviolence, perçue à tort comme un pacifisme désengagé, et à une ignorance de l'anarchisme, que plusieurs font l'erreur d'associer au chaos et à une désorganisation vide de projet politique. Pourtant, la nonviolence mérite que l'on s'intéresse à l'anarchisme comme philosophie politique et comme mode d'organisation dans la lutte, autant que l'inverse est vrai; l'anarchisme gagne à connaître l'approche nonviolente des luttes. La radicalité de l'un et de l'autre se rejoignent et il importe de réfléchir aux mouvements sociaux en étant riche de ces perspectives de résistance.

posent l'exercice du pouvoir plutôt que sa délégation; la coordination plutôt que la subordination; le pouvoir partagé et l'autonomie plutôt que le *pouvoir sur*, expérimenté autant dans les régimes dictatoriaux que dans les systèmes de démocratie parlementaire. Les deux approches conçoivent donc la nécessité de changements majeurs ainsi que de modes d'organisation visant à l'*empowerment*, à l'autonomisation des gens.

Les deux philosophies se rejoignent aussi dans une critique de l'État comme détenteur du monopole de la violence légitime. Cette relation est bien évoquée par le philosophe Tolstói, à la fois un anarchiste et l'un des pionniers de la nonviolence radicale. Pour lui, l'essence du pouvoir « consiste à menacer les



L'anarchisme et la nonviolence proposent tous deux de rejeter et de déconstruire les structures d'oppression; cela se transpose dans la société idéale vers laquelle on tend, mais surtout – et entre temps – dans les modes d'organisation des mouvements de résistance. L'anarchisme comme la nonviolence pro-

posent l'exercice du pouvoir plutôt que sa délégation; la coordination plutôt que la subordination; le pouvoir partagé et l'autonomie plutôt que le *pouvoir sur*, expérimenté autant dans les régimes dictatoriaux que dans les systèmes de démocratie parlementaire. Les deux approches conçoivent donc la nécessité de changements majeurs ainsi que de modes d'organisation visant à l'*empowerment*, à l'autonomisation des gens. Les deux philosophies se rejoignent aussi dans une critique de l'État comme détenteur du monopole de la violence légitime. Cette relation est bien évoquée par le philosophe Tolstói, à la fois un anarchiste et l'un des pionniers de la nonviolence radicale. Pour lui, l'essence du pouvoir « consiste à menacer les hommes de la privation de la liberté, de la vie et à mettre ses menaces à exécution ». Donc partout où il y aura du pouvoir des uns sur les autres, y compris sous forme d'un État largement légitimé par une culture de démocratie représentative, il y aura une structure d'oppression fondée sur la violence, la ►

menace de la violence, ainsi que le maintien du statut quo. La nonviolence, au même titre que l'anarchisme, ne peut qu'aspirer à la déconstruction de la violence de l'État comme mode d'organisation de la société.

Pour une révolution intègre et nonviolente

Les peuples n'en sont pas actuellement à leurs premières tentatives de libération, ni à leur premiers essais révolutionnaires. La majorité des révolutions ont employé des moyens violents pour arriver à leurs fins. Mais trop souvent, ces luttes armées et ces renversements violents de régimes ont permis à un groupe d'hommes d'arracher le pouvoir à un autre groupe d'hommes (le masculin est ici employé de façon totalement volontaire). De telles « révolutions » se sont finalement avérées n'être que

« Le choix de la violence pour résoudre un conflit génère un système politique plus centralisé et potentiellement plus répressif tandis que le choix de la lutte nonviolente tend à produire un système politique plus décentralisé et plus investi par le peuple »

-Gene Sharp

des changements de paradigmes et de conjoncture. Même en étant motivées par un projet politique louable, elles n'ont pas permis une émancipation véritable du peuple. Comme le dit le chercheur anarchiste Nicolas Walter, « la violence est l'exemple extrême de l'usage du pouvoir d'une personne contre une autre, le paroxysme de ce contre quoi nous luttons ». De la même façon, une perspective anarchiste de la révolution ne peut admettre l'instauration de l'anarchie par la violence, ce qui serait profondément contradictoire. L'anarchisme libertaire et de gauche doit avoir pour objectif d'extirper à leur racine tous les rapports de domination et de subordination, ceux-là mêmes qui sont inévitablement créés lorsqu'il y a usage ou menace de violence.

Cette réflexion ne signifie pas que la révolution nonviolente nous débarrasse résolument du risque de voir resurgir des relations hiérarchiques et oppressives au sein de la société. Mais sa force principale est

de reposer sur le courage et la détermination de tous et de toutes, plutôt que sur des *leaders* et des élites. L'approche nonviolente des luttes ou de la révolution suggère en effet de viser à l'inclusion de chacun et chacune sur une base égalitaire et « autonomisante ». Bien davantage que la lutte armée traditionnelle et ses structures hiérarchisées et machistes, la révolution nonviolente permet la participation de tous et toutes à leur propre libération; enfants, femmes, hommes, communautés LGBTQ, minorités ethniques, aîné-E-s et personnes physiquement limitées sont appelées à participer, plutôt que de mettre en scène le mâle d'âge productif. La nonviolence implique que véritable combativité ne se limite pas à la lutte armée!

Si beaucoup d'actions et de campagnes nonviolentes se limitent à une cause précise, ces luttes « partielles » peuvent néanmoins contenir une perspective révolutionnaire, puisqu'elles contribuent à l'éducation des participant-E-s. La nonviolence, par sa pratique et par la compréhension de ces principes, est susceptible de transformer les acteurs de la lutte; elle contribue à les préparer et les propulser vers une conscientisation plus globale, plus profonde et donc, plus radicale. Autrement dit, l'action nonviolente « contient suffisamment d'épaisseur sociale, culturelle et politique pour permettre d'articuler une lutte partielle sur un sujet donné à une perspective de dépassement du capitalisme » (Gamlin, *Du marketing militant au projet collectif*). Les modes d'organisation anarchistes et nonviolents rendent les militant-E-s plus sensibles et alertes par rapport aux relations d'oppression et aux dyna-

« L'anarchisme préconise l'abolition de l'État dont découlera ensuite la disparition progressive de la violence comme outil social. La nonviolence préconise le rejet de la violence dont découlera ensuite la disparition de l'État »

-Xavier Beckaert

miques de pouvoirs, et cette conscience que l'on peut espérer irréversible est un atout majeur pour les luttes à venir! ■

L'humour et l'art dans la lutte

Toute action directe est inévitablement tournée vers l'extérieur; elle s'adresse forcément à quelqu'un, au pouvoir ou encore au public que l'on désire mobiliser. L'humour et l'art peuvent teinter et carrément guider certaines actions directes et gestes symboliques, en parallèle d'autres actions revendicatives entreprises. Ces actions non-violentes et particulièrement ludiques contribuent à transmettre les messages fondamentaux qui motivent

« En lui-même, l'humour est une force de résistance, un défi lancé à l'adversaire qu'il prend au dépourvu en prenant à contre-pied ses meilleurs arguments. L'humour est désarmant. L'humour est redoutable en cela qu'il est une contestation radicale de l'autorité des puissants »

-Jean-Marie Muller

la lutte, messages qui sont livrés en s'adressant à la sensibilité et à l'humanité des gens. Ces initiatives ne sont pas à prendre à la légère, elles ont une réelle importance pour la lutte et pour les activistes! Trop souvent on a tendance à y jeter un coup d'oeil réducteur, à les percevoir comme des activités frivoles et secondaires à côté des épisodes plus intenses et confrontationnels de la lutte. Pourtant, ce

sont parfois ces actions qui parviennent à instaurer une communication nouvelle entre le groupe en résistance et le reste de la société, sur un mode différent que celui de la parole et du conflit dont l'efficacité semble parfois épuisée. Un combat comme celui des étudiant-E-s en 2012 est éreintant, éprouvant et parfois même traumatisant; les actions artistiques et humoristiques s'intéressent au bien-être

des militant-E-s, qui peuvent y trouver du réconfort et s'amuser ensemble. Les groupes affinitaires desquelles provient ce genre d'action sont souvent très sensibles aux dynamiques de groupe et tentent de développer des modes d'organisation sains pour les militant-E-s, en plus des actions à proprement parler. Le Printemps québécois est riche en matière artistique et humoristique!

www.youtube.com/watch?v=SIbygcjgoJY

ARTUNG! Cecinestpasunepub.net

Au mois de mars 2012, près d'une centaine de personnes se sont réunies pour se préparer ensemble, dans le plaisir, la camaraderie et une très agréable malice militante, une action de récupération de l'espace publicitaire au profit du mouvement étudiant. Armée d'outils de déboulonnage, de cartes situant les cibles et d'affiches de remplacement préparées par des artistes-militant-E-s, les dizaines d'équipes se sont déployées simultanément dans la ville de Montréal le matin du 21 mars, afin de remplacer près de 250 pubs corporatistes par des affiches maison aux couleurs et aux messages divers. Le même matin, quelques participant-E-s se chargeaient de lancer le site web *cecinestpasunepub.net* ainsi qu'un communiqué de presse qui expliquait les motivations profondes de l'action. « Les établissements d'enseignement, tout comme les rues, devraient être des lieux de dialogue plutôt que des espaces assujettis à l'économie de marché » a déclaré Pascale Brunet, co-porte-parole d'*Artung!* Les affiches de l'action *Artung!* ont perduré entre quelques heures et quelques jours dans les bornes publicitaires privées... Ce laps de temps aura pourtant suffi à en faire une action efficace dont auront été témoins des milliers de personnes et qui a procuré un amusement considérable pour les militant-E-s y participant!

« En prenant part à une action très bien organisée avec des camarades en qui j'avais confiance, je me suis sentie à l'aise, sûre de moi-même. Après que l'on nous ait expliqué les objectifs de l'action ainsi que les revendications derrière les gestes que nous allions poser, je me sentais totalement légitime d'agir ainsi. Je savais ce que cela impliquait, les risques que je courrais, et j'en assumais toutes les conséquences possibles. J'avais le sentiment d'agir conformément à mes convictions et je savais que cette action aurait un réel impact positif en suscitant des réactions et des questionnements auprès de la population. »

Manif de droite POUR la hausse, 1^{er} avril 2012

La manifestation de droite en faveur de la hausse des droits de scolarité a profité de la date du « poisson d'avril » pour soulever avec une ironie et une exagération sans bornes l'argumentaire des riches et des puissants. Organisée par l'inexistant Mouvement des étudiants super-richesTM du Québec, les manifestant-E-s démontraient par leurs slogans et leur attitude l'absurdité de certains arguments pro-hausse et les effets cachés derrière les mesures antisociales prônées par la droite : *1625\$ par an = un sandwich par jour! Pauvres, hors de l'école! Femmes, aux fourneaux! Et même Éborgnez-les tous!* en référence à la répression policière brutale qui a presque coûté un œil à un étudiant.

« Nous souhaitons une école élitiste, individualiste et inaccessible. Les pauvres, nous n'en voulons pas. Venez marcher pour montrer à quel point il serait fantastique de vivre dans un Québec de droite! Le trajet de la manif ne comportera que des virages à droite. Elle a lieu un dimanche afin d'éviter de perturber l'économie. »



photo: André Query

MAILLE À PART, du « vandalisme » sympathique et laineusement subversif

À l'instar d'autres groupes de « Guerilla Knitting » dans le monde, Maille à Part est un collectif de tricot-graffiti qui décore de façon collective et anonyme le terrain de la lutte étudiante depuis le début de la grève. La revendication principale derrière ces installations illégales est la réappropriation de l'espace public par les citoyen-ne-s. Plus en amont du processus, la pratique collective du tricot offre un espace de partage chaleureux et respectueux, une occasion pour les militant-E-s de discuter, de relaxer et de réfléchir ensemble. « Nos interventions artistiques dans les rues de Montréal sont en corrélation directe avec les valeurs

conjointes des membres du groupe telles que la démocratisation des arts et la déhiérarchisation des disciplines artistiques par la valorisation des arts textiles. »

« Nous voulons questionner;
Nous voulons faire sourire;
Nous voulons une ville inclusive et créative;

Nous voulons une grève inclusive et créative;
Nous voulons une éducation au service des peuples, libre et accessible. »

Blogue de Maille à Part :
maillapart.blogspot.com



photo: Maille à part

BIXIPOÉSIE, contre l'envahissement publicitaire de l'espace public

Le matin du 30 avril 2012, la quasi-totalité des vélos BIXI de Montréal affichaient des citations et extraits de poésie à saveur sociale à la place des publicités des trois principaux commanditaires de Bixi. On invitait à visiter le site bixipoesie.ca, sur lequel figurait un communiqué officiel de Bixi expliquant ce changement majeur : « *la SVLS (Société de vélo en libre service) fait non seulement une volte-face courageuse, mais veut aller encore plus loin en inscrivant sa saison 2012 dans la mouvance sociale actuelle. (...) En l'absence d'une réelle volonté du gouvernement Charest de rendre le savoir accessible à tous, on s'est dit qu'on allait faire notre part.* »

Si une certaine confusion a pu régner durant quelques heures, il s'agissait bien entendu d'une action directe organisée par des militant-E-s et accompagnée d'un canular permettant l'expression claire des revendications et principes ayant mené à cette action. La nuit précédente, des dizaines d'équipes avaient procédé à l'affichage de la poésie sur les Bixis. La réaction de la véritable SVLS et l'échange qui s'en suivit fut aussi l'occasion pour les militant-E-s de continuer à approfondir et exprimer leurs motivations : « *Ce qui nous horripile, c'est l'obligation d'être quotidiennement exposés à cette pollution visuelle et mentale que constituent les logos de banques ou de multinationales. Les mêmes qui mettent en lock-out des centaines de travailleurs pour satisfaire les exigences de leurs actionnaires. Les mêmes qui, c'est de notoriété publique, volent l'État de milliards de dollars de revenus grâce aux abris fiscaux, et ce, avec la bénédiction du gouvernement en place. Ce même gouvernement (...) qui vient ensuite nous dire qu'il n'a pas les fonds nécessaires pour financer un système de vélo en libre service dans sa métropole ou encore un système d'éducation gratuit et accessible à tous.* »



photo: Isabelle Baez

Formation et préparation à l'action nonviolente

Le principe et la pratique

Tel que vu précédemment, il ne suffit pas qu'une action directe soit exempte de violence pour qu'on puisse le qualifier de nonviolent. Souvent, la formation et la préparation contribuent pour une grande part à faire d'une action quelque chose de véritablement nonviolent, en plus de présenter plusieurs avantages et perspectives de lutte émancipatrices. La formation à la nonviolence et la préparation concrète et concertée a été une partie intégrante de plusieurs luttes et campagnes plus ou moins récentes, d'actions de désobéissance civile, de blocages, d'occupations... (Martin Luther King étant emblématique, mais aussi l'Opération SalAMI et l'action Artung! qui sont abordés dans ces pages)

À quoi ressemble une formation ou une préparation d'action?

L'objectif n'est pas d'offrir ici une recette de formation complète et détaillée avec un *checklist* des détails qu'il ne faut pas oublier en organisant une action – de tels outils existent heureusement – mais plutôt de souligner la nature, la pertinence et les avantages de la préparation consensuelle de l'action nonviolente. Mentionnons néanmoins que ces formations incluent du contenu très pratique (quoi apporter, comment se protéger physiquement de la brutalité policière, choisir une cible, quoi dire ou ne pas dire à la police en cas d'arrestation, quelle stratégie médiatique employer, quelles conséquences juridiques sont possibles, etc) ainsi qu'un contenu plus approfondi ou réflexif (par exemple : ateliers sur la recherche de consensus, les dynamiques de groupe et les dynamiques d'oppression, la nonviolence, une évaluation de la formation elle-même et des retours réguliers (*check-in*) sur le processus vécu). Une formation peut aussi être agrémentée d'un contenu politique analytique relié à l'enjeu de la lutte, de même que de jeux de rôle et de simulations de différen-

tes situations. La nature de la formation ou de la préparation dépendra de toute façon de l'action ou de l'engagement qui est en cause, du nombre de personnes y participant; elle peut durer de quelques heures à quelques jours!

La formation à la lutte nonviolente et la préparation à une action directe peuvent améliorer l'efficacité de la stratégie de plusieurs façons, en plus d'assurer davantage de sécurité aux militant-E-s. Elles permettent évidemment d'être mieux préparé-E-s non seulement aux différents scénarios qui pourraient survenir, mais aussi à notre propre comportement et aux réactions des autres participant-E-s dans des situations inhabituelles et stressantes. Sur un plan humain, elle permet de développer une certaine cohésion et un espace d'appui mutuel au sein du groupe affinitaire, en plus d'une confiance partagée, tous

« La formation à la nonviolence est importante car elle nous autonomise, nous redonne le pouvoir et nous oblige à considérer les fins et les moyens, et aussi parce qu'elle décentralise le pouvoir. Plus important encore, la formation renforce le mouvement pour le changement social »

-Lynne Shivers, militante féministe

les participant-E-s sachant qu'ils et elles ont préparé l'action commune avec le même sérieux et en s'accordant sur certains principes.

La préparation comme mode d'organisation démocratique et inclusif

Si la formation des soldats préparant ceux-ci à servir dans l'armée repose principalement sur l'apprentissage de l'obéissance aux ordres, la formation à la lutte nonviolente ou à la désobéissance civile repose sur l'inverse! Les participant-E-s apprennent ensemble à s'organiser sur un mode démocratique, à prendre des décisions par consensus, à reprendre leur pouvoir d'agir plutôt que de se soumettre et se conformer, à respecter leur propres limites et celles des autres, à agir de façon à contribuer à un espace de lutte inclusif et communautaire, à être sensible aux rapports de pouvoir et d'oppression et à les déconstruire.

En effet, il ne suffit pas d'invoquer les beaux principes qui sous-tendent la nonviolence, comme la ►

radicalité et l'inclusivité; il convient surtout de les mettre en pratique dans le mode d'organisation des luttes. Pour que la préparation ou la formation soit cohérente avec la nonviolence comme stratégie de lutte créative, autonomisante et émancipatrice, elle doit être un espace où rien n'est négligé pour être inclusif, démocratique et libertaire. De telles pratiques dans une communauté ou un groupe affinitaire ont des impacts non seulement sur les actions entreprises mais aussi sur la culture militante des participant-E-s. Le fait de porter une attention rigoureuse aux différents rapports d'oppression au sein du groupe mène les activistes à une prise de conscience plus radicale qui a le potentiel de se transposer à tous les aspects de la vie de chacun et chacune, de même qu'aux autres sphères de militantisme côtoyées par ces personnes.

La préparation nonviolente permet de se réunir sur une base égalitaire pour réfléchir ensemble aux ob-

jectifs fondamentaux que nous poursuivons dans une conjoncture politique et sociale donnée, de même que pour choisir ensemble les principes généraux et les détails tactiques de l'action. C'est grâce à une telle préparation que l'action peut s'avérer véritablement inclusive; tous les participant-E-s ont la possibilité de s'exprimer, de contribuer à la création de l'action, de mesurer les risques envisagés et leur propres limites, de choisir un rôle au sein de la lutte.

Secret ou transparence dans l'action directe?

Il est nécessaire d'envisager un certain degré de transparence pour arriver à mettre en pratique tous ces principes; une action secrète préparée par un groupe affinitaire de quelques individus qui invitent des centaines de militant-E-s à participer à l'aveuglette ne permet évidemment pas cette inclusion. Si le secret permet un certain effet de surprise – à supposer que la surveillance policière n'ait pas réussi à se faufiler dans nos téléphones, nos courriels et nos

demeures! – il prive en outre certain-E-s militant-E-s de pouvoir participer librement à l'action directe. En effet, les parents de jeunes enfants, les personnes déjà judiciarisées ou celles ayant des restrictions légales en raison de leur statut migratoire, ou simplement celles qui en sont à leurs premières expériences de lutte, pour ne nommer que quelques exemples, sont parfois forcées de s'exclure elles-mêmes de l'action directe en raison du secret total entourant la nature de l'action. Le choix du secret. ■



Réflexions sur la nonviolence

La diversité des tactiques et la « casse »

Les mouvements sociaux des dernières années, particulièrement les révoltes altermondialistes et anticapitalistes, ont donné lieu à l'intervention de plus en plus fréquente de « casseurs » et d'une partie de la tactique « black block » dans les manifestations. Un simple bris de matériel a acquis une symbolique et pris une place énorme dans le débat; les médias se délectent de l'image auréolée de la vitrine brisée et, avec le pouvoir, l'associent sans retenue à la *violence*. La « casse » a aussi provoqué des tensions entre les manifestant-E-s eux-mêmes; défenseurs de la diversité des tactiques et pacifistes connurent de nombreux conflits sur le terrain de la lutte. Le mouvement étudiant que nous connaissons actuellement est très décentralisé; les initiatives fusent par milliers et dans une diversité incommensurable; cette décentralisation rend le mouvement dynamique et créatif, mais aussi difficile à concerter dans ses tactiques, ses approches et ses principes.

Le gouvernement Charest, quant à lui, s'est fait un plaisir d'instrumentaliser cette question de la « violence » dans le conflit, exigeant que les regroupements étudiants la condamnent publiquement et ouvertement. Drôle d'idée de placer les militant-E-s du mouvement étudiant dans une position de « juge », alors que leurs jugements et opinions n'ont habituellement aucune valeur aux yeux du gouvernement! Le cirque médiatique et politique autour de la « casse » bat son plein, occultant souvent les revendications et les autres visages de la manifestation. Les médias de masse nous présentent la « casse » comme le fait de gens dangereux désirant simplement briser des choses dans une ambiance chaotique; les autorités suggèrent au public que cette « violence » oblige à user de répression et de brutalité envers les manifestant-E-s.

La réflexion collective sur le bris matériel se met

pourtant en place dans le milieu militant, mettant en lumière des points de vue très divers. Il apparaît aussi nécessaire de contribuer ici à une réflexion sur ce sujet qui a occupé beaucoup de place chez les militant-E-s; l'omettre serait possible, mais malhonnête et dommage, puisque nous nous intéressons aux stratégies de lutte et aux modes d'organisation non-violents.

Il convient de remettre les pendules à l'heure : la violence, c'est toute atteinte à l'humanité d'un autre être humain, à son intégrité physique ou psychologique. La violence caractérise un acte perpétré dans une relation d'oppression ou de contrainte sur quelqu'un, que cette contrainte soit imposée par les armes ou par une violence morale (Gene Sharp). Le fait de briser une vitrine qui est la propriété privée d'une institution bancaire ou militaire, (à supposer que l'on ne risque pas de blesser quiconque au moment du geste), n'est donc pas à proprement parler de la violence.

Il convient aussi de se méfier des médias et du pouvoir lorsqu'ils suggèrent que la casse est un geste de violence qui justifie et provoque la répression brutale.

« Jamais on ne me fera cracher sur les gars qui posent des bombes. Ils ont le droit de ne pas être contents, ces gens-là. Le système capitaliste est fondé sur la violence et il engendre nécessairement la violence. À l'heure actuelle, le gouvernement crée plus de violence contre les chômeurs, contres les assistés sociaux, contre les gens qui vivent dans des taudis, contre la jeunesse, que tous les gars qui posent des bombes... »

-Michel Chartrand

le du mouvement. Comment est-il possible de faire valoir qu'une ou plusieurs vitres brisées justifient de menacer l'intégrité physique de centaines de manifestant-E-s? C'est pourtant un discours qui a circulé abondamment durant la grève étudiante, dans le mouvement comme dans le reste de la population. Pour qui croit que la casse provoque une répression policière brutale, il conviendrait d'être au moins plus choqué par la violence étatique que par la

casse! La pire violence vient sans aucun doute de l'État et des injustices économiques, et le cirque médiatique entourant la casse a tendance à occulter cette violence systémique qui est à la source des révoltes et de la rage des militant-E-s.

Plusieurs éléments amènent certains militant-E-s à refuser de condamner la « casse »; la conviction qu'il ne convient pas de l'associer à la violence réelle, une croyance dans le respect de la diversité des tactiques et une compréhension profonde de la révolte dont elle est l'expression et de ses sources, comme Michel Chartrand le manifestait. Bien sûr, on refuse aussi de condamner car on n'a pas la légitimité de le faire, ni de se conférer à soi-même un rôle de juge et d'autorité au sein du mouvement. Toutes ces raisons sont excellentes de ne pas condamner, mais n'excluent pas la pertinence de procéder à une réflexion critique plus élaborée que la simple évocation de la diversité des tactiques, surtout si l'on se dit *radical*. Un exercice d'honnêteté et d'intégrité s'impose, même pour qui n'est nullement outré par le bris d'une vitrine, car « derrière cette réticence à juger se cache le soupçon que personne n'est un agent libre, et donc le doute que quiconque soit responsable ou qu'on puisse attendre de lui qu'il réponde de ce qu'il a fait » (Hannah Arendt).

« La cible est le message » : quelle efficacité ?

La rencontre au sommet de l'Organisation mondiale du commerce, en 1999 à Seattle, a donné lieu à des affrontements mémorables entre la police et différents groupes de la société civile qui voulaient perturber le Sommet. Il y avait de tout; des syndicats, des groupes sociaux, des anticapitalistes; des manifestations pacifiques, des blocages durs nonviolents, et aussi des « casseurs ». Après la « bataille de Seattle », un petit groupe d'anarchistes qui étaient présents lors des événements s'est réuni pour procéder à une réflexion et rédiger une lettre ouverte aux manifestant-E-s (*Open letter to the Seattle trashers, the Unions, the Peaceful protesters, and the non-violent resisters*, The anarchist papers, Black Rose Books, édité par Dimitrios Roussopoulos, 2002). Leur analyse les a menés vers divers constats et considérations qui méritent d'être soulevés.

La casse pure et simple n'est pas efficace ni utile sur nos adversaires; elle a un coût presque nul, et n'a

absolument aucun effet sur les corporations dont la propriété privée est endommagée. L'expression « la cible est le message » est bien tournée, mais dans les faits, le message n'est pas transmis, ni entendu. Il est plutôt récupéré et instrumentalisé par les médias, la police et les gouvernements – ce dont les casseurs sont bien avertis avant de poser leurs gestes! Même en s'attaquant aux vitrines de corporations capitalistes multinationales à Seattle, les bris matériel n'ont pas réellement contribué à élever les consciences. Il est possible de croire qu'une partie des militant-E-s présent-E-s ont pu se radicaliser à cette occasion, mais ce qui y aura le plus contribué sont les blocages et la réponse dramatique et brutale de la répression policière, et non la casse.

La considération la plus grave dans la lettre ouverte suivant Seattle est peut-être celle selon laquelle les « casseurs » ne font pas avancer la cause révolutionnaire; la casse apparaît en quelque sorte comme un acte très superficiel, dans une lutte et un esprit révolutionnaire qui exigent plutôt de la radicalité. Que sont quelques vitrines fracassées quand on prétend s'attaquer au système capitaliste et oppressif dans son ensemble? Cet acte symbolique et inefficace prend lieu à un moment où il risque justement d'être considéré comme une manifestation de faiblesse.

Sabotage matériel nonviolent comme tactique de lutte

Une action de sabotage matériel permet de s'attaquer directement au *matériel* de notre adversaire pour empêcher ou perturber ses activités que l'on considère injustes. Ce type d'action est souvent assumé et publicisé, de façon à en faire un enjeu incontournable pour la société. Ce fut le cas du mouvement Plowshare aux États-Unis, qui entama dans les années 1980 des actions de désobéissance civile sous la forme de sabotage matériel. Après que d'autres efforts légaux pour empêcher l'utilisation et la production de missiles nucléaires Mark12A aient été entrepris en vain, des activistes antimilitaristes nonviolents pénétrèrent dans la centrale où étaient manufacturées certaines composantes de ces missiles; ils les défoncèrent et les détruisirent, et répandirent du sang sur des documents, donnant à leur action une force réelle et symbolique tout à la fois.

Dans le cas du mouvement Plowshare, les militant

-E-s prétendaient n'avoir fait que leur devoir en sabotant des armes meurtrières. Convaincu-E-s de la légitimité de leurs actions, le processus judiciaires médiatisé et la prise de responsabilité faisaient partie intégrante de leur stratégie d'action. La destruction de matériel militaire et nucléaire s'est poursuivie à travers les années et le mouvement Ploughshare, s'est propagé dans d'autres pays. Le mouvement des déboulonneurs en France utilise la même combinaison de destruction matérielle et de désobéissance civile assumée; peut-être cette prise de responsabilité publique est-elle une condition primaire à l'efficacité des actions de sabotage matériel... Autrement, tout ce qui peut être détruit par des activistes sera facilement reconstruit par leurs adversaires, sans que la cause ait véritablement pu avancer.

Si le bris de matériel n'est pas à proprement parler de la violence, il n'est pas *nécessairement* de la non-violence, ni un acte radical et stratégique! La



« casse » intelligente et stratégique peut être très pertinente dans certaines luttes, mais cela dépendant à la fois de la cible, de la conjoncture et de la légitimité de la destruction entreprise. La propension des activistes à assumer publiquement leur geste peut aussi être un baromètre de la pertinence et de la légitimité de l'action de sabotage entreprise; plus l'action de sabotage vise un matériel qui permet de perpétuer l'injustice et contrevient à la Loi qui n'a pas su empêcher cette injustice, plus les militant-E-s seront enclin-E-s à reconnaître leur action de sabotage, celle-ci reposant sur une nécessité et

une conviction profonde de devoir entraver l'exercice de l'oppression.

La véritable diversité des tactiques

Les notions de stratégies de lutte nonviolentes et de diversité des tactiques ne devraient pas être présentées comme diamétralement opposées l'une à l'autre; si elles le sont néanmoins, c'est souvent parce l'on se trompe sur la nature de l'une de ces notions, voire des deux. L'expression « diversité des tactiques » est trop souvent utilisée pour justifier, pour valoriser les actions de confrontation et de casse. Ainsi employée, elle suggère que le débat et l'analyse critique des stratégies de luttes ne peuvent pas être poursuivis, le respect absolu de cette diversité nous empêchant de les remettre en doute.

La véritable diversité des tactiques implique plutôt de reconnaître l'importance de la variété des moyens dans la lutte; elle implique d'admettre la liberté d'opinion et d'action des militant-E-s, de respecter les limites et les préférences de chacun et chacune quant aux stratégies de lutte employées. Autrement dit, il est vrai que le respect de la diversité des tactiques prône de respecter l'autonomie d'organisation des militant-E-s qui décident d'employer différents moyens, dont la « casse ».

Mais elle ne peut être invoquée pour refuser toute réflexion critique et stratégique par rapport à cette tactique, ni pour traiter avec mépris les tactiques plus pacifiques et calmes. Le défi majeur de l'action militante reste toujours de maintenir le lien avec la réalité des groupes opprimés. Il faut que les moyens de l'action employés favorisent la mobilisation et permettent au plus grand nombre de passer à l'action, indépendamment de sa forme physique, de ses conditions familiales ou de son statut migratoire, par exemple.

Le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) s'était exprimé à ce sujet en 2001, en plus de créer trois blocs d'action pour le contre-sommet; « Le respect de la diversité des tactiques implique le respect de toutes les tactiques, ce qui a pour consé-

quence de ne pas pousser des manifestants non-violents au-delà des limites qu'ils se sont eux-mêmes données. Toute personne qui ne respecte pas les limites des autres ne respecte pas vraiment la diversité des tactiques et se pose comme une élite à la tête du mouvement anticapitaliste, décidant seul pour lui du moment de radicaliser la lutte. »

Ici comme ailleurs, il convient pourtant de reconnaître que les actions de casse perpétrées par des groupes affinitaires sont portées dans des espaces où elles affectent un grand nombre de personnes qui n'ont eu à aucun moment l'opportunité de dialoguer, débattre ou de décider. Les militant-E-s même les plus radicaux ne sont pas invité-E-s à douter et à réfléchir ouvertement aux tactiques Black blocs.

Quant aux manifestant-E-s qui sont en désaccord, parfois qualifiés d'« imagistes », on ne leur reconnaît même pas le droit de huer les actes de « casse » sur le terrain. Au nom d'un respect absolu et aveu-

« *Nous comprenons la rage et la frustration qui motivent la casse. Notre message est que la stratégie appelle à bien davantage qu'un banal soulagement d'émotions refoulées. Être politique signifie aller au-delà du symbolisme et d'une envie personnelle de catharsis.* » -Open Letter, the Anarchist Papers

gile de la diversité des tactiques, quiconque émet des doutes est qualifié de traître ou de réformiste, et l'intelligence de chacun et chacune est méprisée. La vraie diversité des tactiques est louable et respectable, du moment qu'elle ne devient pas une doctrine qui coupe ou prive le militant ou la militante d'une réflexion critique et autonome. Les activistes les plus radicaux sauront reconnaître dans cette tendance un dogmatisme déplorable et incohérent, qui prive d'autonomie et exerce une *violence* d'influence sur certain-E-s militant-E-s.

Les questions de violence, de stratégie et de tactique entourant ces débats ne font pas l'objet d'un consensus, ni dans l'approche nonviolente des luttes, ni au sein du mouvement étudiant, et surtout pas dans le reste de la société. Mais pourquoi faudrait-il trancher? L'important est de pouvoir y réfléchir ouvertement; ne pas tomber dans la facilité des condamnations virulentes et simplistes que nous proposent le discours dominant, mais aussi s'émanciper face aux tendances faussement radicales et intransigeantes qui tendent à nous priver de la liberté du criticisme!

Extraits choisis de *Après avoir tout brûlé : correspondances à propos de stratégies et émotions révolutionnaires*. L'auteure est une militante féministe et anticapitaliste, participante aux Black blocs de France plusieurs années durant, et qui a rédigé ces réflexions suite au contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg, en 2009.

« Notre arrogance m'a perturbée. [...] Nous semblions regarder de haut toute personne qui le questionnait (le Black Bloc) ou ne semblait pas immédiatement comprendre pourquoi nous agissions et pensions de cette manière. [...] J'étais gênée par le manque de respect ou d'intérêt montré par les participants au black bloc pour les autres participants aux actions anti-OTAN, tout particulièrement parce que

si un certain nombre d'entre eux auraient pu mener leur action à bien sans nous, nous ne pouvions entreprendre nos actions sans eux. [...] Nous attendons des [gens extérieurs au Black Bloc] qu'ils respectent nos positions politiques et nos

formes d'action, tandis que nous nous comportons souvent d'une manière qui suggère que nous n'avons ni respect ni intérêt quant aux leurs »

« Nous nous enfermons dans une esthétique politique ou nous limitons nos actes et nos paroles aux formes d'actions qui sont perçues comme suffisamment combattives et guerrières pour être acceptables. [...] Bien sûr, nous sommes sexy, tout en noir, offrant une nouvelle pose de *riot-porn* aux caméras. C'est assez ironique que les participants au Black bloc qui critiquent tellement les médias soient aussi les premiers à accepter la tendance à faire du bris de vitrine et de l'incendie de poubelle l'unique focus de la journée.»

« Je ne suis pas une hippie. Je ne suis pas une pacifiste. J'ai peur que de poser ces doutes et ces questions entraîne que je sois rejetée. Mais des valeurs aussi « non-guerrières » que l'empathie, l'ambivalence, la réflexion, et le fait d'ancrer nos comportements dans le personnel et le réel, sont politiques aussi. Je vais donc prendre le risque de ce rejet et

http://infokiosques.net/IMG/pdf/Apres_avoir_tout_brule.pdf

Il est difficile, au moment d'écrire ses lignes en septembre 2012, de formuler une conclusion, un petit mot en guise de perspective d'avenir pour le mouvement social qui a secoué le Québec et a attiré vers nous les regards admiratifs de gens partout à travers le monde.

À présent, l'éveil et la lutte doivent continuer, enrichis par la multiplicité de leurs causes et de leurs acteurs. Les espaces de soutien, d'organisation et de solidarité doivent se maintenir, et les militant-E-s criminalisé-E-s doivent être soutenu-E-s comme il se doit.

Le gain le plus important et le moins quantifiable de ce printemps québécois réside sans aucun doute dans cette agitation révoltée, qui pour la première fois depuis de nombreuses années, a secoué la société et fait comprendre aux gens le potentiel de leur indignation. Cet état d'esprit collectif et cette intelligence de l'injustice, se transposeront aux luttes sociales à venir, quelles que soient les causes qui mobiliseront les énergies.

Pendant que se multiplient les mesures d'austérité et l'appauvrissement des peuples, le recul des droits et libertés et des véritables valeurs démocratiques, il nous appartient de continuer de résister, de réfléchir et de rechercher sans relâche les mécanismes de poursuite de la lutte. Ce qui est sûr, c'est que nous pouvons être fiers et fières d'avoir constitué une force dérangeante, d'avoir approfondi nos réflexions, aiguisé nos convictions, dépassé nos peurs, remis en question notre docilité, ébranlé notre indifférence et entraîné une masse de gens dans cet éveil enthousiaste et indigné.

Paroles de citoyen-NE-s

Recueillies à la manifestation du 22 août 2012

« Dans les prochaines années, les luttes sociales au Québec devront beaucoup au mouvement étudiant, qui a été une bougie d'allumage. Les gens doivent se politiser et prendre en charge leur situation. »

« Les étudiants ont été très courageux. J'admire leur créativité, leur sens de l'humour et leur constance extraordinaire. »

« Merci de nous avoir réveillés! Les étudiants ont soulevé plein de ferveur contre le néolibéralisme. On a tous une responsabilité citoyenne de continuer ce mouvement. C'est la fin du repli sur soi! »

« Bravo!! Chapeau!! Les étudiants ont le courage de leurs convictions. Ils ont réussi à questionner le statut quo et à monter un mouvement qui, je l'espère, ne va pas s'arrêter. »

« Un ami m'a dit « Il était temps qu'ils se réveillent, les jeunes! », je lui ai répondu « Il était temps qu'ils NOUS réveillent!! » »

« Ce qui m'a plu dans ce mouvement c'est la désobéissance. Les étudiants se sont fait interdire plein de choses, mais ils ont désobéi. Un moment donné, il faut transgresser, c'est comme ça qu'on arrive à quelque chose. Faut pas lâcher! »

« Continuez, le plus longtemps possible! La grève étudiante a été un départ magnifique qui s'est élargi de façon très intéressante, et avec beaucoup d'intelligence. Il faut que la question de fond soit abordée, celle du système socioéconomique actuel; il faut continuer, au-delà des élections, et c'est une responsabilité de tous les citoyens et les citoyennes. »



FUCK MAGIST

POUH

POUH

POUH

POUH

POUH



MOBILISATION GÉNÉRALE
CONTRE LES POLITIQUES LIBÉRALES

